

L'emploi, le premier des droits



Le martyre d'un peuple

Il est des tragédies historiques qui ne peuvent laisser indifférents. Celle des Palestiniens est du nombre. Une nouvelle fois, les feux de l'actualité sont braqués sur les massacres perpétrés contre ce peuple martyr au Liban : bombardements de camps de réfugiés, exécutions sommaires de tous ceux qui sont susceptibles d'avoir porté une arme — y compris les mourants —, hôpitaux violés, etc. Le peuple palestinien aura-t-il donc un jour la possibilité de vivre dans la paix et la dignité ? Spolié de sa terre par l'instauration d'Israël, nié dans ses droits les plus fondamentaux par l'Etat sioniste, il a subi les assauts de l'ensemble des classes dominantes du Moyen-Orient. En 1970, le régime féodal d'Hussein écrasa les fedayins en Jordanie. En 1976, les unités syriennes massacrèrent des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à Tell el Zaatar, avant qu'en 1982 les troupes du

général Sharon envahissent le Liban pour y briser l'OLP. Aujourd'hui, embourbé dans une guerre sans issue, Jérusalem a dû se retirer. Mais, ce sont les milices chiites, alliées du régime prétendument progressiste de Syrie, qui prennent le relais, usant des mêmes méthodes que le camp israélo-phalangiste qu'elles combattaient, voici seulement quelques mois. Cet acharnement constitue une leçon de choses. Depuis l'essor de l'OLP, à la fin des années soixante, la résistance palestinienne représente un ferment de déstabilisation de l'ordre établi au Moyen-Orient. C'est pourquoi, par-delà leurs divergences sur l'avenir de la région, le monde impérialiste, Israël et les Etats arabes font cause commune pour liquider toute expression ou organisation indépendantes du peuple palestinien. Désormais conforté dans son statut de puissance régionale, après l'échec d'Israël,

Damas veut balayer tous les obstacles sur sa route et prouver qu'elle est la seule à pouvoir garantir le *statu quo* au Liban. Le régime d'Hafez-el-Assad achève donc ce qu'il avait commencé, en soutenant un mouvement de dissidence au sein de l'OLP et en provoquant le départ de cette dernière de Tripoli, en 1983. Un nouveau mauvais coup vient d'être porté aux intérêts des peuples de la région. Les affrontements meurtriers entre Libanais chiites et Palestiniens, le dévoiement des espérances des masses pauvres du Liban dans l'impasse du chauvinisme voire du fanatisme religieux ne peuvent que servir les desseins de l'impérialisme et renforcer le pouvoir des forces les plus rétrogrades. Celui des dirigeants israéliens comme celui des bourgeoisies arabes.

Alain Krivine

RACISME A ROUEN

Les flics tortionnaires en accusation

Rouge a rapporté dans son dernier avant-numéro les tortures policières subies le 28 février par cinq jeunes du Plateau des Sapins à Rouen. Mercredi 15 mai, Fahrid, Lionel, Ismaïl, Stéphane et Mahjid les ont relatées au cours d'une conférence de presse organisée par l'association multiculturelle des jeunes du Plateau : « La banane a mûri ».

Une vingtaine de garçons et de filles étaient descendus en ville pour l'occasion. Intimidés d'être ainsi l'objet de tant de curiosité, ils ont tenu à dire ce qu'est leur vie quotidienne : échec scolaire, chômage ou travaux précaires et chasse au faciès de la part de la police. « A partir du moment où on est aux Sapins et qu'on a une tête pas tout à fait européenne, on est suspect. »

Une plainte est déposée : injures à caractère raciste, violence illégitime, attentats à la pudeur sur mineurs, actes de torture et de barbarie. Telles sont les infractions relevées par les avocats. La Ligue des droits de l'homme s'est portée partie civile. Son représentant a dénoncé les conditions dans lesquelles se font les gardes à vue, sans contrôle extérieur à la police ; elle exige du Parquet qu'il effectue des contrôles à l'improviste dans les commissariats, en particulier la nuit et le week-end, périodes au cours desquelles on peut tout suspecter.

Le représentant du Syndicat des avocats de France (SAF) a lui aussi tiré le signal d'alarme : « Dans nos cabinets, de plus en plus, surtout des jeunes, on nous dit : "On a pris des coups, on nous a fouillés à poil." Les procédures en rebellion sont en augmentation. Vous prenez une claque, vous gueulez... et la police prend les devants : elle vous attaque pour outrage, et

vous avez une condamnation ! Nous disons au procureur de la République : si certains policiers font ça, c'est qu'ils savent qu'ils le peuvent, qu'ils ne risquent pas d'être contrôlés. » Et puis, selon le SAF, le Parquet a tendance actuellement à privilégier les procédures d'urgence (sans contrôle d'un juge d'instruction, avec pour seules preuves les allégations de la police, et souvent même un simple aveu !). « La politique pénale du Parquet doit être réorientée », conclut l'avocat.

Pour « La banane a mûri », il s'agit avant tout de faire éclater le scandale, d'imposer un rapport de forces. « L'accès à la justice est presque impossible pour des mineurs qui sont tous les jours l'objet de l'attention des flics, et dont les parents, souvent immigrés, sont démunis face à la machine judiciaire. » Certains ne manqueront pas de dire que ces jeunes sont des délinquants, « connus des services de police », comme on dit. Il est vrai que leur parole ne pèse pas lourd en face des policiers assermentés. Et puis, toute trace de sévices a disparu. « On a de la chance qu'un médecin ait constaté les blessures, à la demande du juge pour enfants... » « Et puis, doit-on attendre quelque chose de spectaculaire pour rendre public l'inadmissible ? »

E. L.

L'insécurité quotidienne

Le 3 mai, des jeunes pique-niquent sur un terrain de sport à la Grand-Mare, un quartier voisin des Sapins. Des voisins, qui n'aiment sûrement pas l'odeur des merguez, appellent la police.

Par deux fois les flics interviennent. La deuxième fois, vers 23 heures, les jeunes protestent. L'un d'entre eux est invité à monter dans le car. C'est alors que, selon la police, un brigadier est ceinturé et roué de coups. Evidemment, grâce à un prompt renfort, le courageux policier est délivré et les huit jeunes embarqués.

Relatant l'affaire dans un papier digne d'un rapport de police, Paris-Normandie conclut : « Personne, au sein de la police rouennaise, ne semble désireux d'oublier de sitôt cette agression. On ne peut que le comprendre... »

Difficile de ne pas faire coïncider les deux affaires comme si, par avance, on voulait faire des policiers les victimes ! D'ailleurs, en ce qui concerne les tortures du 28 février, les flics ont décidé de porter plainte pour dénominations calomnieuses.



Une interview de l'association «La banane a mûri»

C'est grâce à l'association « La banane a mûri » que les adolescents des Sapins ont pu rendre publiques ces vingt-quatre heures de sévices dans les locaux de la police rouennaise. Le soir de la conférence de presse, l'association avait organisé un débat suivi d'une petite fête. Nous en avons profité pour interroger deux de ses animateurs.

□ Pourquoi « La banane a mûri » ?

Wahid : Aux Sapins, il y a un grand immeuble courbe qu'on appelle comme ça. Il symbolise un peu le ghetto dans lequel on vit. Il a été inauguré par Lecanuet il y a quinze ans. Paris-Normandie disait à l'époque que c'était le « Versailles » des Sapins. Maintenant, on y loge les cas sociaux et les familles immigrées. On dit que la banane a mûri parce que maintenant les jeunes en ont ras-le-bol. Ils veulent que les Sapins ne soient plus une cité maudite qu'on montre du doigt.

□ On dit qu'il y a beaucoup de délinquance...

Wahid : C'est vrai qu'il y a de la délinquance. Mais c'est à cause de la merde de la société. Quand on concentre beaucoup de familles défavorisées, avec beaucoup de jeunes, c'est pas étonnant.

□ Et la plupart des jeunes sont au chômage ?

Hassène : Dans le quartier, il y a une vingtaine de jeunes qui sont branchés sur les TUC. Ils travaillent aux espaces verts de la ville ou font de l'entretien à la chambre du commerce. Mais c'est impossible si tu fais la démarche seul. Ceux qui ont un TUC ont été aidés par une association de Français musulmans.

Mais les TUC avec 1 200 F par mois, ça va pas loin. Et puis les autres, ils ne travaillent pas.

□ Revenons à « La banane a mûri ». Comment est née l'association ?

Hassène : C'est quand les rouleurs de Convergence 84 sont passés à Rouen. On les a invités, il y a eu une réunion à la Maison du plateau. Beaucoup de gens sont sortis de leur coquille. Ils sont venus pour témoigner. Il fallait qu'on bouge, qu'on existe, qu'on enlève notre bâillon, qu'on révèle aux gens dans quelle merde on vivait tous.

□ Il y a du racisme dans le coin ?

Hassène : C'est pas vraiment le problème du quartier. Bien sûr, il y a des gens qui disent « j'aime pas les Arabes ». Mais après, ils se retrouvent la main dans la main avec les Arabes. Ici, on est de tout : des Portugais, des Arabes, tout ça. Mais on est tous du même quartier. Pour la po-

lice, c'est différent. Les plus racistes, c'est la police.

□ Et maintenant, après la plainte contre la police, qu'allez-vous faire ?

Hassène : Ce qui est important, c'est que pour la première fois, un truc pareil est révélé. Parce qu'avant, on gardait ça pour nous. Quand tu te fais humilier pendant vingt-quatre heures, tu n'oses pas le dire. Et même maintenant, après la conférence de presse, les jeunes craignent des représailles.

□ Et le procès ?

Hassène : On ne rêve pas. C'est la police qu'on attaque ! On a quand même le soutien des associations comme la Ligue des droits de l'homme, le Syndicat des avocats de France... Si avec ça on arrive à prouver qu'au commissariat il se passe ce qu'on dit, ça sera bien. On va contacter toutes les associations pour qu'une mobilisation ait lieu. On ira jusqu'au bout !

Propos recueillis par Etienne Lesaxe

Le 15 juin, à Paris

Nouveau crime raciste dans un café en Avignon, agression contre un porteur du badge « Touche pas à mon pote » dans un lycée de Quimper, déclarations tonitruantes de Le Pen et d'une partie de la droite après l'expérience de Mons-en-Barœul, le racisme se porte toujours bien et fait de nouvelles victimes. Plus que jamais, organiser la riposte, démontrer la force et l'unité de toutes les forces antiracistes demeure une exigence immédiate, urgente, nécessaire qui ne peut que s'amplifier à l'approche de l'échéance électorale de 1986.

La Concorde des potes

SOS-Racisme organise le 15 juin, place de la Concorde, un immense rassemblement contre le racisme. De nombreux artistes de toutes origines, de toutes nationalités, de toutes cultures témoigneront, au travers de ce concert, de la richesse multicolore de notre société mais aussi du caractère international de la lutte contre le racisme. La lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud sera évoquée et le groupe Jericho regroupant plusieurs artistes africains débutera une tournée — « Fais-moi une place dans ta culture » — dans le monde entier en chantant ce soir-là à la Concorde.

Ce rassemblement du 15 juin doit être le plus massif possible. Il représentera cette immense mobilisation de la jeunesse, née lors de la marche des Beurs de 1983 et qui n'a cessé de se développer depuis, entraînant dans son sillage tous ceux et toutes celles qui refusent la « fatalité » du racisme, tous ceux et toutes celles qui veulent, dans l'unité, opposer à la montée de Le Pen ou aux discours de la droite, la force de plusieurs dizaines de milliers de porteurs de badges rassemblés ce soir-là.

L'occasion d'une convergence

SOS Racisme a rencontré toutes les associations de jeunes Beurs, d'immigrés, de solidarité, les organisations syndicales, politiques, antiracistes, démocratiques pour un appel le plus large et le plus unitaire au 15 juin. Partout dans toutes les entreprises, les lycées, les cités, les villes, à Paris, en banlieue et en province, des milliers d'appels unitaires doivent être l'occasion de mobiliser dans la lutte contre le racisme, d'organiser la montée commune à Paris, de faire converger les départs vers la place de la Concorde.

L'enjeu du 15 juin doit être clair pour tous : son succès est une étape indispensable pour l'élargissement du mouvement antiraciste, pour une immense démonstration à la veille des élections de 1986 lors de l'échéance désormais symbolique de début décembre 1985.

L'initiative a changé de camp

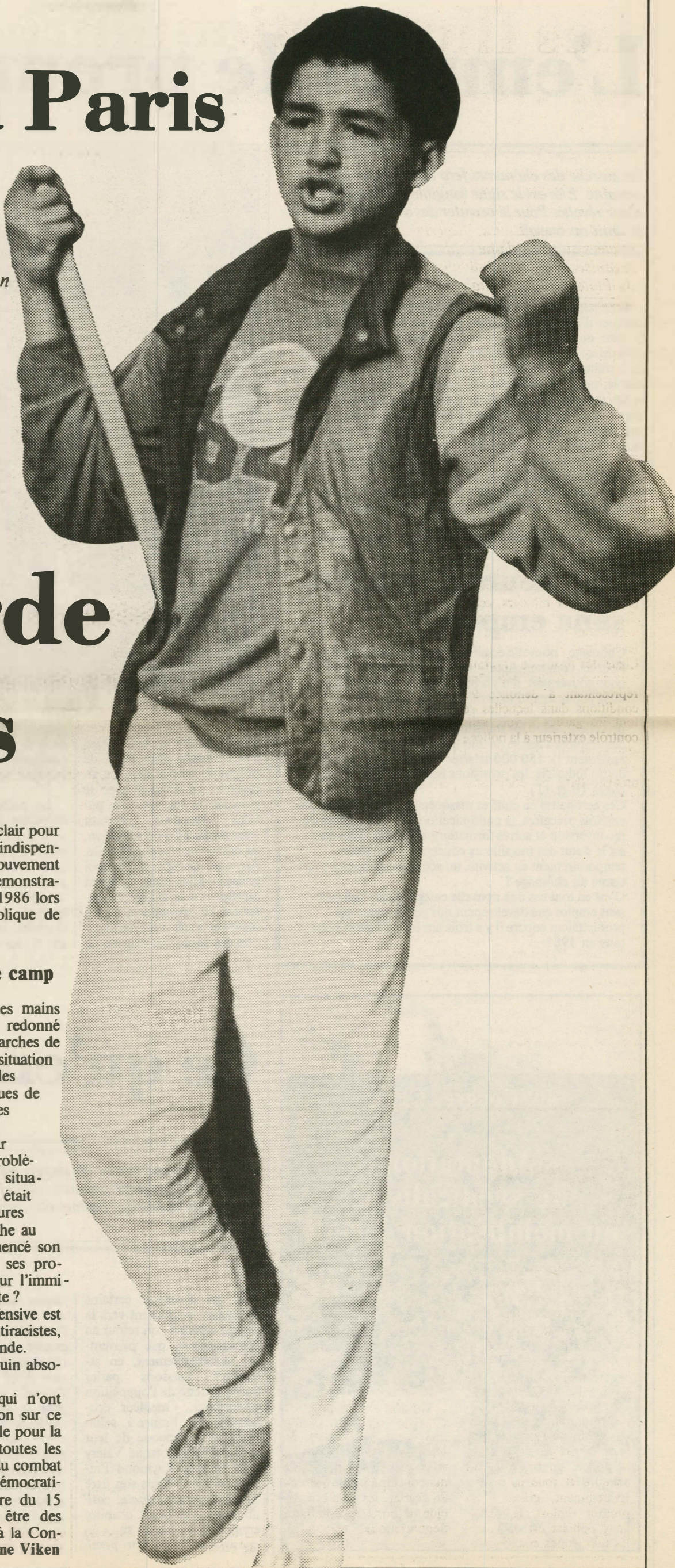
Les deux millions de petites mains vendues par SOS Racisme ont redonné l'espoir à tous après les deux marches de 1983 et 1984 et transformé la situation marquée surtout jusqu'alors par les scores inquiétants des nostalgiques de la France propre débarrassée des « étrangers » mais aussi par un discours dominant se situant par rapport aux « prétendus vrais problèmes posés par l'immigration », situation où la voix des antiracistes était étouffée dans les multiples mesures anti-immigrés prises par la gauche au pouvoir. N'avait-elle pas commencé son règne en renonçant à l'une de ses promesses les plus importantes pour l'immigration : l'octroi du droit de vote ?

Il est incontestable que l'offensive est aujourd'hui dans le camp des antiracistes, ce qui ne plaît pas à tout le monde.

Cela rend le succès du 15 juin absolument décisif.

Cela donne à tous ceux qui n'ont jamais fait la moindre concession sur ce terrain une responsabilité centrale pour la mobilisation et pour entraîner toutes les organisations qui se réclament du combat des travailleurs et des valeurs démocratiques dans l'organisation unitaire du 15 juin antiraciste. Nous devons être des dizaines de milliers le 15 juin à la Concorde !!!

Hélène Viken



MARCHE DES CHOMEURS, LE 30 MAI

L'emploi, le premier des droits

La marche des chômeurs fera l'événement cette semaine. Elle est le signe tangible de l'organisation d'une révolte. Pour le premier des droits de l'homme : le droit au travail.

On peut, sans hésiter, marquer d'une pierre blanche la date du 30 mai dans le calendrier 1985. La marche des chômeurs à Paris, ce jour-là, peut être le début de la fin du ghetto social dans lequel sont parqués depuis des années les travailleurs sans emploi. Le chômage n'est au fond rien d'autre qu'une forme d'apartheid. Il prive, au nom du sacro-saint profit patronal, des millions

d'hommes, de femmes, de jeunes, du premier des droits de l'homme : le droit de vivre, le droit à l'emploi. A l'heure des robots, il condamne des travailleurs à la misère. La multiplication des associations, comités, maisons des chômeurs est le premier signe, indiscutable, de l'organisation de leur révolte.

La désinvolture des directions syndicales du mou-



Chômeurs et salariés sans emploi

Chômage : nouvelle éclaircie ; emploi : sombre bilan. Pour les commentateurs officiels, comme pour ceux qui nous gouvernent, il n'y a pas de contradiction entre ces deux jugements ! Fin avril, il y avait 2 400 000 chômeurs recensés soit une baisse de 1 % sur le mois précédent, selon les statistiques de l'INSEE, le nombre des emplois a baissé de 230 000 en 1984 (1 % également !). 150 000 salariés ont perdu leur travail dans l'industrie, les prévisions restent sombres (voir pages 10 et 11).

Ces acrobaties en chiffres masquent tout simplement les emplois précaires, la multiplication des TUC, stages de reconversion et autres formations alternées. Mais quel est le statut des travailleurs concernés : chômeurs temporairement en activité, ou actifs condamnés à court terme au chômage ?

C'est en tout cas une nouvelle catégorie de « salariés » sans emploi que développent nos gouvernants qui promettaient encore il y a trois ans les 35 heures pour tous en 1985.

ment ouvrier à leur égard s'est doublée d'un coup de poignard dans le dos. La signature, de concert avec le patronat et les pouvoirs publics, d'accords piétinant leurs droits à l'indemnisation, en laisse une trace indélébile. Au nom de qui et de quoi parlaient-elles donc, oubliant qu'elles ont la charge de défendre les travailleurs : chômeurs et actifs. La revendication des chômeurs exigeant le

droit de siéger partout où est « négocié » leur sort doit être satisfaite sans attendre.

Le partage du travail, la réduction de la semaine ouvrée à 35 heures pour tous vers les 30 heures, afin de créer des emplois pour tous, proposés par les associations de chômeurs, est la voie de l'avenir. A la mesure des hommes, et non des machines et des robots ! Elle peut

lier indissolublement les actifs et les sans-travail dans leur combat pour le droit et le temps de vivre. Elle forme le socle sur lequel peut se construire un rapport de forces, dans l'unité et l'action, contre le patronat qui planifie à loisirs licenciements et accroissement de la rentabilité de son capital.

Nous avons largement donné la parole, dans ces colonnes, au syndicat des

chômeurs, explicité nos divergences avec lui — sur le partage des salaires notamment. C'est ainsi, selon nous, que tout soutien aux organisations des chômeurs peut être le plus efficace : action commune, débat ouvert. Nous serons à leurs côtés, jeudi 30, pour le plein succès de leur marche, de leur combat pour le droit à l'emploi.

M. M.

Ce qu'en dit Barre

La droite au gouvernement depuis vingt-trois ans en 1981 a déjà un sacré palmarès dans l'envolée des chiffres du chômage. Promet-elle autre chose aujourd'hui ?

Si par désespoir certains chômeurs se tournent vers la droite, espérant son retour au gouvernement, que peuvent-ils, raisonnablement, en attendre ? Laissons parler Barre, vedette de l'opposition aujourd'hui, « meilleur économiste de France » selon Giscard, à l'époque de leur lune de miel, lorsque Valéry avait nommé Raymond Premier ministre. Dans son livre *Reflexions pour demain, positions et propositions*, chapitre emploi, Barre insiste sur « les conséquences souvent pessi-

cieuses des conditions de l'indemnisation du chômage ». Démontrant sa culture, il précise : « En 1927, dans une controverse célèbre entre Jacques Rueff et John Maynard Keynes¹, le problème s'était posé de savoir si l'allocation chômage donnée en Angleterre aux travailleurs sans emploi n'était pas la cause du chômage. Rueff soutenait que l'indemnisation était la cause du chômage, et Lord Keynes expliquait que loin d'être la cause du chômage, il était heureux qu'il y ait cette in-

demnisation pour éviter que la demande globale dans l'économie ne s'effondre totalement. »

« Je crois, poursuit Barre, qu'à l'époque où n'existait aucune indemnisation systématique, la thèse de Keynes était plus valable que la thèse de Rueff. Mais par un étrange retour des choses [étrange, tu parles ! NDR], nous vivons une époque où la thèse de Rueff redevient intéressante. »

« Lorsqu'il existe, précise le docteur Raymond Barre, des systèmes d'indemnisation de chômage comme ceux qui ont été mis en place dans mon pays en 1974 (90 % pendant un an) (...) l'incitation à retrouver un nouvel emploi se trouve pour le moins atténuée pendant les douze mois de cocagne qui sont ainsi accordés. »

La promesse est claire : la

droite n'a aucune intention de rétablir les droits des chômeurs. Elle continuera même à les écraser. Créerait-elle de nouveaux emplois ? « Il faut regarder la situation en face, déclare Barre dans le chapitre de son livre déjà cité, et ne pas se bercer d'illusions. Dans la situation actuelle, je crois que nous sommes en train d'assister à un assainissement de l'économie mondiale. Cet assainissement n'est pas terminé. Il va se poursuivre. »

Bref, pour la droite, l'avenir des chômeurs c'est toujours moins de droits, sans création d'emplois !

M. M.

1. *Reflexions pour demain*. Editions Pluriel.
2. Rueff : économiste français, cher à de Gaulle, « rétro » au possible...
3. Keynes, économiste britannique, fort prisé par la droite et la gauche « moderniste » !

40^e Congrès CFTD

« Adaptation »
du syndicalisme
ou mobilisation sociale



ANTONY

La droite contre les femmes

En riposte à la fermeture par la municipalité des centres de planification d'Antony, la CFDT hospitalière, le Planning familial et l'Union des femmes françaises avaient organisé le 15 mai toute une journée d'information sur « la situation des femmes à Antony ». Nous avons demandé à des représentantes de ces trois organisations de faire avec nous le point de la situation.

□ Pouvez-vous nous expliquer comment on en est arrivé à ce qui se passe aujourd'hui ?

Brigitte Galiana (CFDT) — Notre action a démarré à propos des menaces de fermeture de la crèche hospitalière, qui avait été créée en 1982 par suite d'une convention entre l'hôpital et la municipalité, et qui accueille à la fois des enfants du personnel et des enfants des habitants du quartier.

A peine élu, en 1983, le nouveau maire RPR Devedjian a supprimé un poste ; en 1984, deux personnes ont été mutées sur l'hôpital, et deux autres en 1985 : en tout, cinq postes en moins sur un total de dix-neuf ! Et en mars, on a appris qu'il voulait dénoncer la convention de 1982, parce que, selon lui, « cette crèche coûte trop cher ». Cela signifie tout simplement la fermeture. La section CFDT de l'hôpital s'est aussitôt mobilisée aux côtés du personnel et des parents. Une pétition a recueilli en quelques jours plus de mille signatures. En même temps, on a contacté le Planning familial et l'Union des femmes françaises (UFF), qui ont tout de suite accepté d'agir en commun avec nous.

Michèle Jennepin (UFF) — De notre côté, nous nous trouvons confrontées à une série d'attaques de Devedjian contre tout ce que l'ancienne municipalité avait mis en place, sur le plan social, dans le quartier du grand ensemble où vivent beaucoup de familles immigrées : d'abord la fermeture de la maison de quartier, puis le licenciement du psychiatre du centre de planification...

Aussi, en novembre, nous avons rencontré le Planning familial et nous avons décidé d'intervenir en commun pour défendre ce centre. Ensuite, l'affaire de la crèche a joué un rôle de catalyseur, et la CFDT a servi de ciment. Depuis, nous faisons tout ensemble.

Brigitte Galiana — Devant cette mobilisation, Devedjian a été obligé de reculer un peu. La fermeture, qui avait été envisagée pour le 1^{er} août, est repoussée au 1^{er} octobre. Cela nous donne plus de temps pour développer la mobilisation.

□ Mais pour les centres de planification, c'est déjà fini...

Françoise Tric (MFPP) — Oui, il sont complètement fermés, et tout le personnel est licencié ! Pour nous, les trois animatrices du Planning familial, les choses ont commencé en mars. Nous avons reçu un préavis de licenciement pour le 9 juin. Mais il n'a pas été question, à ce moment-là, des gynécologues et des infirmières qui travaillent avec nous. Le 2 mai, elles ont été convoquées à la mairie, pour discuter de « la refonte des centres ». Et là, elles ont appris qu'ils seraient fermés à partir du 14, et qu'elles, elles étaient licenciées à cette date ! Alors que le conseil municipal n'avait pas encore abordé cette question : Devedjian se moque complètement de la légalité !

Danièle Sirieys (MFPP) — Comme il se moque de ce que vont devenir les femmes qui fréquentaient ces centres ! Il y en avait pourtant de plus en plus : on est passé de 479 personnes en 1983 à 814 en 1984. Nous recevions en particulier beaucoup de femmes immigrées — l'un des centres était situé en plein cœur du grand ensemble — et beaucoup de jeunes, souvent mineures. La plupart n'ont pas les moyens de payer une visite chez un gynécologue privé, pour elles la gratuité du centre était fondamentale.

De plus, l'anonymat des consultations, et la possibilité de venir à plusieurs, facilitaient beaucoup les choses pour les jeunes, qui souvent hésitent à demander des informations sur la contraception ou sur la pilule du lendemain. Nous nous chargeons aussi de trouver des hôpitaux ou des cliniques pour les IVG. Et nous accueillons les femmes en difficulté les femmes battues, violées. Toute l'équipe était formée pour répondre à ces problèmes, et les femmes du quartier se sentaient en confiance dans ces centres, qui étaient véritablement des lieux d'échange. C'est tout cela qui a disparu le 14 mai...

Viviane Burstow (MFPP) — Nous avons également développé une politique d'ouverture vers l'extérieur. Nous allions dans les CES, les LEP, nous organisions des stages de sensibilisation aux problèmes de sexualité. Tout cela aussi est terminé ! On nous a reproché de faire de « l'assistanat », et la municipalité justifie la fermeture des centres en disant que ce n'est pas rentable. Si c'est de cela



Patrick Devedjian, lors de sa victoire électorale le 16 octobre 1983.

qu'il s'agit, est-ce que la prévention n'est pas plus rentable à long terme ?

□ Quelles sont selon vous les véritables raisons qui dictent les décisions de la municipalité ?

Michèle Jennepin — Sous prétexte d'assainir les finances, c'est une véritable politique de casse sociale qui est mise en œuvre, et qui vise plus particulièrement les femmes, les jeunes et les immigrés. Vis-à-vis des femmes, Devedjian affiche le mépris le plus total. Pour lui, leur seule place est au foyer ! Donc pas besoin de crèches...

A l'égard des immigrés, l'orientation suivie est également très claire : la municipalité est en train de transformer le quartier du grand ensemble en un véritable ghetto et de casser tout ce qui y existait au plan social et culturel. La maison de quartier était un réel lieu de rencontre, où Français et immigrés ap-

prenaient à se connaître : ils l'ont fermée, car c'est cela qu'ils veulent empêcher, toute possibilité de rapprochement entre les deux communautés. Cette politique de ségrégation va jusqu'à supprimer des arrêts de bus dans cette cité, justement le bus qui reliait la cité aux autres quartiers !

Aujourd'hui c'est le centre de planification que l'on ferme, et il est question de supprimer des classes d'adaptation. Jusqu'où cela va-t-il aller ?

□ Comment la population réagit-elle face à cette politique ?

Françoise Tric — Malgré l'ampleur de ces attaques, il y a eu jusqu'à présent assez peu de vagues. Car Devedjian est habile, il attaque au coup par coup, et beaucoup de gens ne font pas tout de suite le lien entre les différentes mesures. Pour les centres de planification par exemple, il a procédé par étapes. Il a d'abord an-

noncé nos trois licenciements. Les habitants du quartier ont pensé qu'il s'agissait d'une réorganisation des services et que les permanences allaient continuer. Il n'y a pas eu tellement de réactions. Mais quand on a su qu'il s'agissait bel et bien d'une fermeture, là les choses ont commencé à bouger.

Danièle Sirieys — Le 13 mai, la veille de la fermeture, nous avons convoqué les utilisatrices à une assemblée générale. La réunion a dû se tenir sur le trottoir, car la municipalité avait déjà fait changer les serrures du centre ! Une trentaine de femmes y ont quand même participé, dont pas mal de Maghrébines, et elles ont décidé de faire une délégation à la mairie, pour faire entendre le point de vue des usagers. Quelques-unes sont venues témoigner à notre conférence de presse.

□ Vous avez centré votre journée d'action du 15 mai

sur le thème « les droits des femmes »...

Michèle Jennepin — Oui. Tous ces droits sont aujourd'hui bafoués par la municipalité d'Antony. Nous, nous voulons que chaque femme puisse travailler et avoir en même temps des enfants si elle le désire.

Notre objectif, avec cette journée, était de sensibiliser les femmes à ces questions : c'est pourquoi nous avons organisé un débat sur « Etre femme et mère à la fois », et un autre le soir, à partir du film *Femmes de personne*, sur la question de l'indépendance des femmes. Et même si Devedjian fait tout pour nous mettre des bâtons dans les roues — nous nous sommes vu refuser toutes les salles municipales pour cette journée du 15 — cela ne nous arrêtera pas, nous allons au contraire monter d'un cran dans la mobilisation.

Propos recueillis par Anne-Marie Granger et Louise Briceno

PCF-CGT

La drôle de guerre

Le comité central du PCF, les 20 et 21 mai, a décidé d'une conférence nationale à l'automne prochain qui discutera et adoptera les objectifs que le PCF proposera au pays pour la législature 1986-1991. Cette conférence est en fait le chapitre laissé en blanc au XXV^e Congrès sur les législatives prochaines. Mais le CC a révélé les contradictions aiguës entre l'appareil du PCF et celui de la CGT.

La CGT ne s'en prend pas au pouvoir comme il le faudrait. Le vocabulaire en vigueur au PCF stipule que le gouvernement est « socialiste », tandis que les termes plus généraux comme « pouvoirs publics » ou « pouvoir d'Etat » ne sont employés par les cégétistes que pour contourner la question de l'attitude à l'égard du cabinet Fabius.

Tel est le bilan du CC du PCF. Alors, c'est une guerre fratricide ?

Préserver une CGT affaiblie

Dans la rupture de la coalition gouvernementale entre PCF et PS, la direction de la CGT avait répondu sur un autre terrain. Henri Krasucki parlait de grève générale, pendant que les fédérations et unions départementales s'essayaient, chacune dans son domaine, au discours sur la gestion.

Des textes et résolutions publiés depuis la rentrée, avait disparu une question clé, celle de l'attitude de la CGT à l'égard du gouvernement. Absence remarquable, car ce sujet avait occupé de longues colonnes au 41^e Congrès de juin 1982, et demeure le point sensible du bilan cégétiste depuis le 10 mai.

Dès la rupture, donc, l'équipe dirigeante, autour du secrétaire général, avait fait le choix de contourner le problème. A l'égard de tout gouvernement, dit même le document d'orientation pour le 42^e Congrès, la CGT se comporte de la même manière, de façon indépen-

dante, disant ce qui va et critiquant ce qui ne va pas.

Dans plusieurs congrès, des militants PCF dans leurs unions départementales avaient rédigé des amendements visant à introduire l'idée que le gouvernement n'était plus de gauche. Déjà, se faisait jour une poussée issue du débat interne au PCF. Par deux fois, Henri Krasucki tenta de bloquer une telle dynamique. Au comité confédéral national des 21 et 22 novembre d'abord. Dans sa réponse aux interventions de dirigeants fédéraux visant explicitement le PS, le secrétaire général répondait au nom de l'unité de la CGT : « Il n'y a pas à ma connaissance de tentative de qui que ce soit de transposer délibérément dans la CGT les débats qui peuvent exister entre formations politiques. Mais il faut y veiller tous ».

Cette tentative désormais existe depuis la dernière session du PCF. Henri Krasucki semblait, dès novembre, y répondre par avance : « Il n'est de l'intérêt de personne que se développe une situation conflictuelle entre la CGT et quelque parti de gauche que ce soit. Je dis bien de personne. Cela suppose que chacun respecte l'autre et sache garder la mesure. » Il précisera même que « s'il arrive dans quelques endroits que se créent des situations locales conflictuelles... avec telle formation, nous ne devons pas en être à l'origine ». Sortant du strict cadre cégétiste, Henri Krasucki réitérait ces propos lors de son intervention au XXV^e Congrès du PCF, citant ses propres paroles au CCN de la CGT.

Il serait inutile de battre la campagne à la

S.K.F.-Ivry : l'ancien et le nouveau

Au lieu de faire la guerre au chômage, le gouvernement préfère la faire aux travailleurs qui occupent une entreprise ! Quadrillage policier, charge des manifestants, matraquages redoublés et lance-patates : on ne peut qu'approuver Georges Marchais lorsqu'il dénonce le choix fait par Fabius d'envoyer les CRS à SKF Vitry. Regrettons simplement qu'il ait la mémoire courte ! Les gouvernements socialistes n'ont-ils pas la vieille habitude d'utiliser les forces de l'ordre contre les travailleurs en lutte et les peuples opprimés... De Jules Moch contre les mineurs en grève aux pleins pouvoirs en Algérie votés sous la IV^e République — députés communistes compris — à la Kanaky aujourd'hui ? L'ancien et le nouveau !

Fabius côtoyait encore des ministres communistes au gouvernement, lorsque les flics furent envoyés contre les travailleurs des papeteries de la Chapelle-Darblay dans la région de Rouen, dans sa circonscription. Les cheminots en grève du dépôt de

Sotteville — proche de la municipalité de l'agglomération rouennaise dont Roland Leroy, directeur de l'*Humanité*, fut longtemps député-maire — se frottèrent les yeux lorsqu'ils montèrent voir leur ministre à Paris : les casques bleu-marine leur barraient la route qui menait au bureau de Charles Fiterman !

Reste Ivry. SKF doit vivre. Mais les actions exemplaires, telles que la descente de la Seine en bateau-mouche, n'ont pas permis d'y préserver l'emploi. Mieux vaudrait donc en revenir à la question des questions : l'organisation d'un « tous ensemble » contre les licenciements. L'*Humanité* n'est guère discrète à ce sujet, aujourd'hui. L'unité indispensable pour ce faire n'est, il est vrai, plus de mise au PCF. Ce qui n'a pas peu contribué d'ailleurs à faire le vide autour des derniers travailleurs de SKF qui occupaient encore leur entreprise. Jusqu'à ce que Fabius lâche ses flics !

Michel Morel

recherche de divergences politiques de fond. Non, l'orientation de la CGT ne diffère pas sur le fond de celle du PCF. Mais il y a la manière de le dire, de pratiquer. La CGT possède des adhérents dont un nombre très important vote socialiste. Organisation de masse que seuls ceux qui en ont une connaissance superficielle pourraient percevoir comme une simple fraction syndicale communiste ; la CGT connaît en son sein des

équilibres entre PC, PS et catholiques militants.

Le fond et la forme

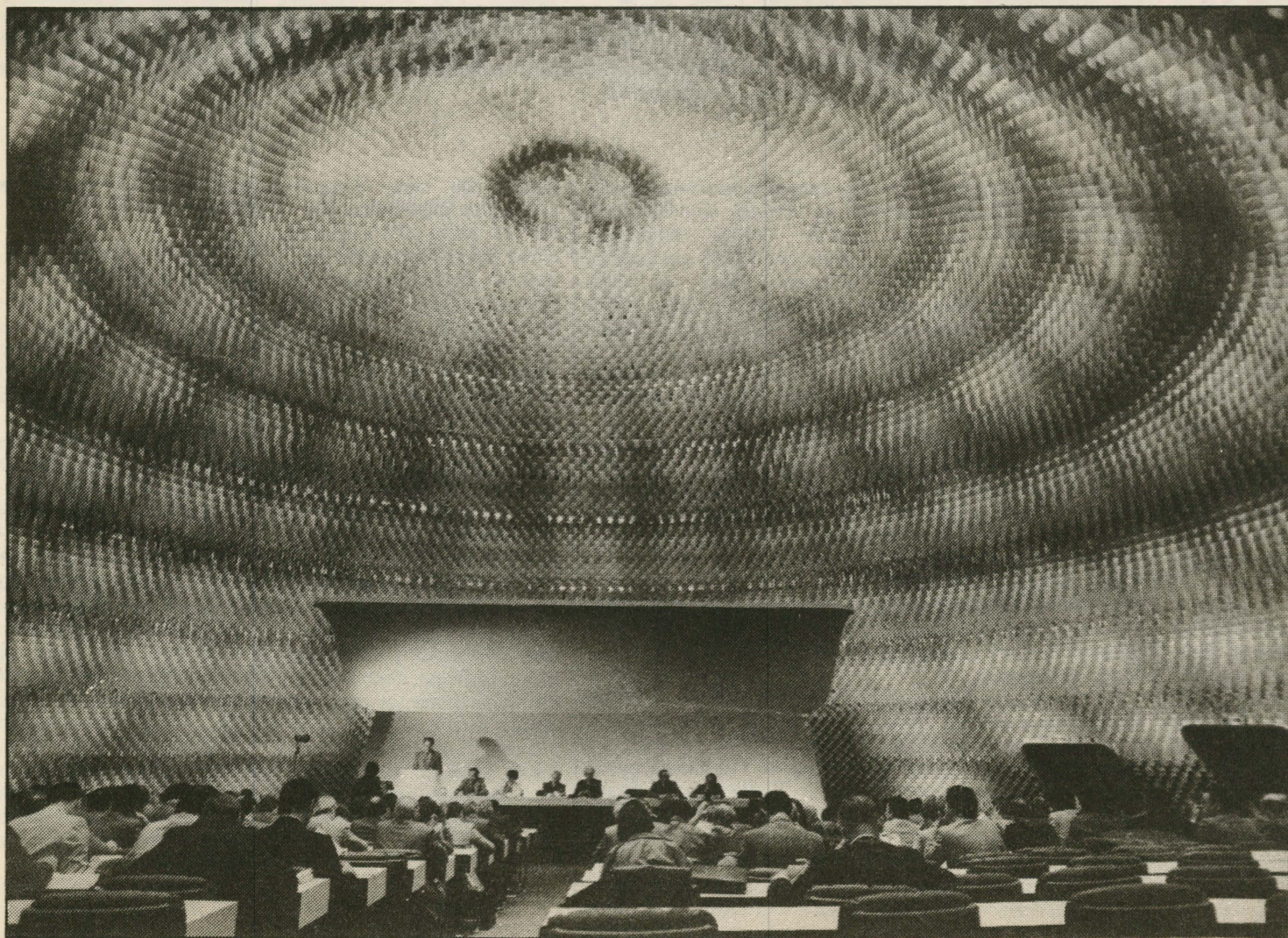
Une embardée vers une polémique frontale, prolongée contre le PS viderait un peu de sa substance la confédération de Montreuil. Elle contredirait la nécessité pour l'appareil de la CGT de faire oublier son soutien à la coalition gouvernementale PS-PCF pour redevenir attractive. En pleine souscription « Urgence-CGT » (650 millions de centimes au 21 mai, chiffre officiel), la CGT s'engageait vers une issue groupusculaire.

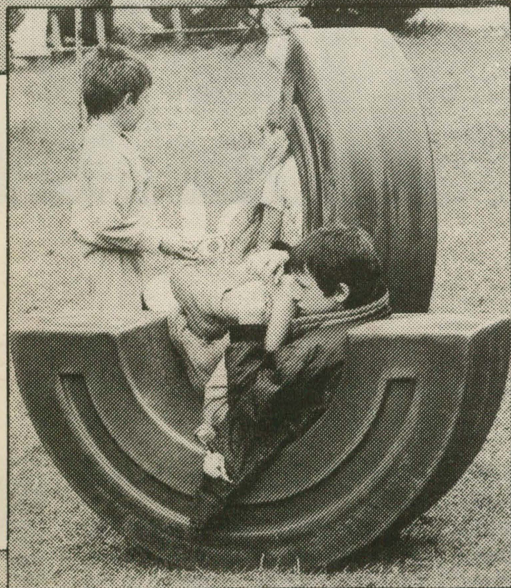
D'où une difficulté qui va accentuer les problèmes énormes auxquels la centrale est confrontée. Amenant une conférence nationale à l'automne, le PCF précède le congrès confédéral CGT prévu fin novembre. La vérification immédiate de la ligne adoptée suivra de quelques jours la réunion du parti. Avant cela, la commission exécutive du 5 juin, puis le CCN des 19 et 20 juin vont indiquer si l'offensive de Louis Viannet, René Le Guen et Michel Warcholak a porté ses fruits. Pour l'instant, Henri Krasucki semble tenir à la fois la ligne de conversion de la CGT vers la gestion et l'option « apolitique », de neutralité à l'égard du gouvernement Fabius et des échéances électorales de 1986.

Le long éditorial que vient de publier le secrétaire de la CGT dans la *Vie ouvrière* du 27 mai, quelques jours après le CC du PCF, réaffirme que la CGT « agit en force indépendante du patronat, de tout gouvernement, de tout parti, de toute église (...) Elle n'a à tenir qu'elle-même et ce sont des responsabilités qui incombent à chacun... » Mais il ne serait pas étonnant que la CGT emboîte le cours anti-socialiste du PCF. Qui serait assez naïf pour faire confiance à une direction cégétiste qui s'est docilement, depuis tant d'années, alignée sur la politique du PCF ? Que fera-t-elle d'autre cette fois ?

Au passage, et là réside l'élément nouveau, la direction va produire de nouvelles contradictions, en grand, puisque le débat fractionnel du PCF, en l'occurrence comment utiliser la CGT au mieux des intérêts du parti, est public, au grand jour. Une sorte de flagrant délit, en somme.

Jean Lantier





Presles 1985 La fête



Un succès prometteur

La fête organisée par Lutte ouvrière et la LCR à Presles, durant le week-end de la Pentecôte, fut un succès. Avec plus de trente mille entrées enregistrées, elle a pulvérisé le chiffre record qui avait été atteint en 1979, après les européennes. Ce succès est le témoignage du dynamisme et de la vivacité du courant révolutionnaire de l'extrême gauche que d'aucuns cherchent à enterrer, mais aussi de son influence persistante auprès des travailleurs.

Lieu de détente et de confrontation politique, la fête a permis le rassemblement de dizaines de groupes d'origines diverses, se réclamant du socialisme. Elle a drainé vers elle des milliers de travailleurs et travailleuses, de jeunes, défiants vis-à-vis de la politique des grands partis de la gauche, et qui cherchent d'autres réponses.

Ce succès, cette dynamique unitaire est une étape importante. Il est la conséquence des contacts privilégiés qui sont engagés depuis plusieurs mois entre la LCR et LO. Pour autant, les débats, souvent vifs, des tables rondes ont montré que des divergences subsistent, divergences sur lesquelles le débat reste ouvert entre nos deux organisations même si nous pouvons regretter, pour notre part, que certaines envolées polémiques de nos camarades de LO aient servi à escamoter les vrais débats.

Il reste qu'à la veille d'échéances politiques importantes, ce rassemblement aura permis à des dizaines de milliers de travailleurs de se rencontrer, de débattre ensemble et d'essayer de dégager une autre voie que celle du découragement face aux reniements des directions du mouvement ouvrier et face à la politique du gouvernement. Un acquis qu'il faut maintenant savoir faire fructifier.

Sonia Folloni

Chaleur et chaleureux

Par ces temps plutôt ingrats, les occasions de joindre la politique à l'agréable sont assez rares. Et bien la fête à Presles a fait partie de ces moments rares. Plus de trente mille personnes sont venues, au cours des trois jours. Ce fut un lieu d'échange et de rencontres politiques grâce à la diversité des débats proposés, à la multitude de stands régionaux ou d'entreprises de la LCR et de LO, grâce aux nombreuses délégations internationales parmi lesquelles nous citerons les mineurs britanniques, l'OLP, le MIR chilien, le FLNKS, le FDR-FMLN, le Front démocratique des Comores et bien sûr de nombreuses délégations de la IV^e Internationale. Une soif de débat, de culture aussi : record d'affluence aux forums, record des ventes à la librairie La Brèche.

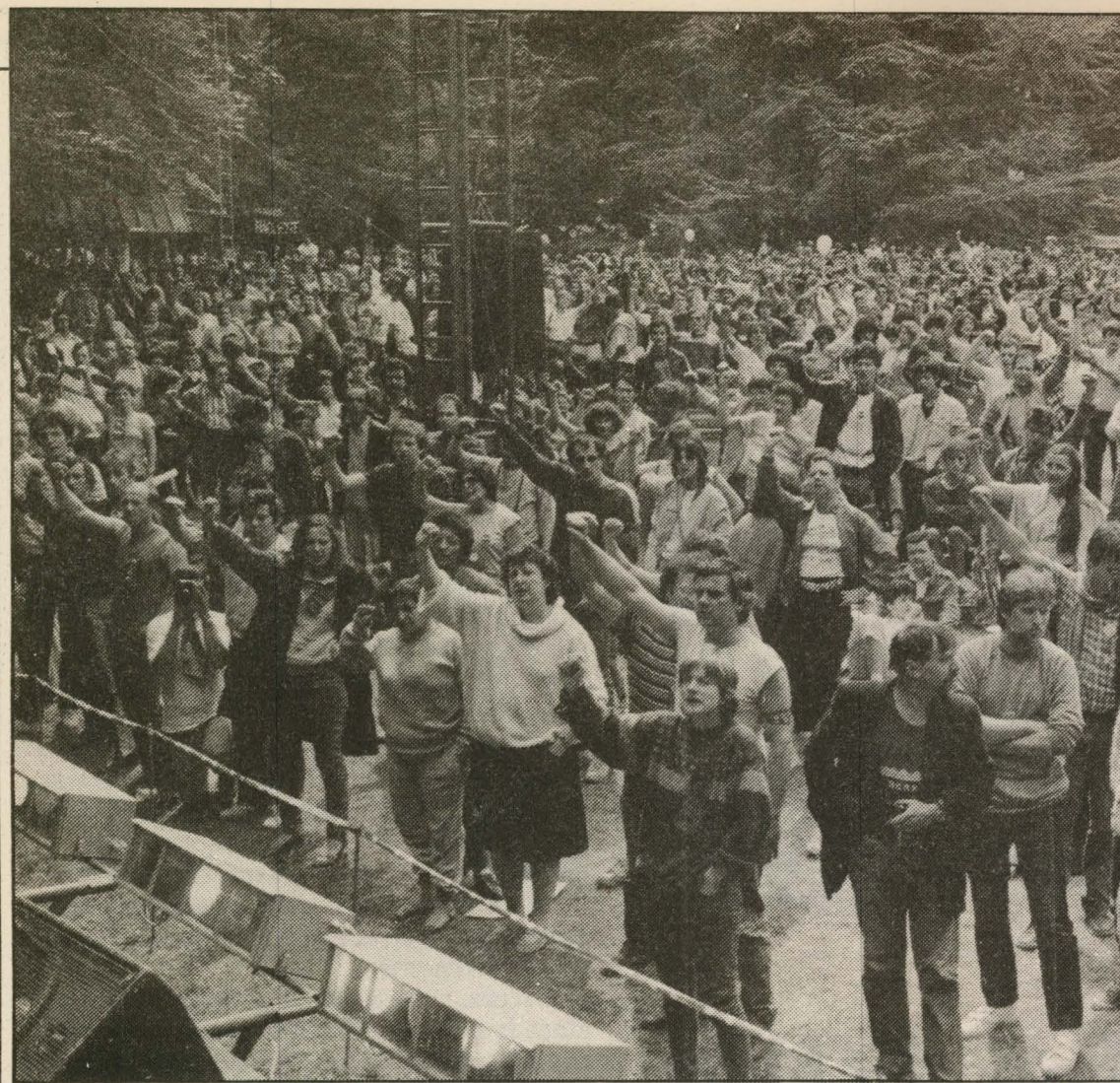
A la chaleur de la fête s'ajoutait celle du soleil : un lieu de détente coloré et joyeux. On pouvait déguster

selon son itinéraire une raclette place du Proletariat, au stand de Grenoble ou un Chili con carne au stand latino-américain — qui vendit plus de deux mille repas — place Octobre 17 ou bien encore une assiette de charcuterie au stand Midi-Pyrénées, au fond de l'allée de Libération des femmes, pour ne citer que cela. Il y en avait pour tous les goûts gastronomiques.

Même chose côté spectacle et loisirs, et là pour tous les âges, depuis le théâtre de marionnettes et les nombreux jeux pour enfants jusqu'au récital de jazz et au bal du samedi soir en passant, bien sûr, par la scène centrale où Luther Allison et Karim Kacel furent chaudement applaudis. Pour les cinéphiles, deux salles projetaient des films de manière quasi permanente.

Bref, une fête réussie à tous points de vue !

S. F.



De droite à gauche : Huguette Chevreau, Patrice Loursan, Christian Picquet, Madeleine Reberieux, une représentante d'Article 31, Jacques Tarnero, Bertrand Bret.

«Quelle alternative en 1986 ?»

L'affluence des participants de la fête à la table ronde « Quelle alternative en 1986 ? » fut particulièrement importante. Il est vrai que la réunion de courants allant de la Fédération de la gauche alternative à Lutte ouvrière en passant par le PSU et le PCML constituait bel et bien un petit événement politique.

D'emblée, Alain Krivine, pour le bureau politique de la LCR, introduisait le débat en posant la nécessité d'un regroupement large des forces sur une base anticapitaliste : « Un lieu où divergences et convergences peuvent se confronter, un rassemblement qui permette aux militants de se retrouver dans les luttes, de se présenter ensemble aux prochaines élections. »

Dorothee Piermont, député des Grünen au Parlement européen, était venue rendre compte de la manière dont son mouvement s'est constitué à la fin des années soixante-dix à partir de divers courants, en particulier de l'extrême gauche : « Ce n'est pas un modèle, mais une expérience dont il faut que chacun puisse tirer ses leçons », disait-elle.

Le débat riche qui s'est engagé ensuite a permis d'embrasser plusieurs

points en discussion, aussi bien la question des luttes et du mouvement social que celle de la crédibilité des révolutionnaires et la nécessité de la constitution d'un parti révolutionnaire.

En ce qui concerne l'alternative, chacun des participants, à sa manière, a posé la nécessité d'un regroupement des forces. Mais les moyens d'y parvenir et les bases sur lesquelles ce regroupement pouvait se faire à fait apparaître des analyses différentes, tout en demeurant animées par une volonté constructive commune. Ainsi Pierre Bauby, du PCML, était favorable à la constitution d'une alternative « sans accord préalable » et « rejetait toute exclusive ». Par contre, Le Scornet, secrétaire national du PSU, faisait part de ses doutes : « Il manque un mouvement social. Construire une alternative avec un enracinement social profond d'ici 86 est une tâche quasi impossible. » Il reconnaissait cependant que « la participation du PSU à ce débat faisait partie des événements, dont parlait Krivine, et qui paraissent impensables il y a quelques mois ».

Un premier pas, timide mais prometteur, dans la confrontation entre des courants qui s'ignoraient jusqu'à là !

Pour François Duburg, de la direction nationale de Lutte ouvrière, avec

« la loi électorale qui est aussi injuste qu'avant, il est quasi impensable que les révolutionnaires aient des élus ». « Ce n'est pas un accord électoral qui changera l'influence des révolutionnaires » mais, ajoutait-il, « nous restons ouverts à toute discussion ».

René Schulbaum, membre de la Gauche autogestionnaire de Lorraine-Champagne, émettait des réserves sur les propositions de la LCR mais, « s'il s'agit d'une collaboration — et nous l'avons déjà fait en Champagne — où puissent se débattre les divers moyens de combattre le capitalisme, où s'organise une lutte commune contre le chômage, le racisme, etc., nous en sommes ».

Quant à la Fédération de la gauche autogestionnaire, elle faisait part de ses rapports privilégiés avec le mouvement écologiste et les Verts français ainsi que de son option pour « un mouvement pluraliste large » mais n'excluait pas la possibilité d'un accord négocié pour les élections.

Un premier pas, timide mais prometteur, dans la confrontation entre des courants qui s'ignoraient jusqu'à là !

S. F.

Le forum sur l'alternative. A la tribune de droite à gauche : Dorothee Piermont, Pierre Bauby, Jean-Claude Le Scornet, Alain Krivine, François Olivier, René Schulbaum, Patrick Petitjean, François Duburg.



Sous le signe de l'internationalisme...

Plus de deux mille personnes ont assisté au meeting internationaliste qui s'est tenu le dimanche en fin d'après-midi. Réunissant autour de la même tribune les représentants du FMLN-FDR, du FLNKS, des Verts ouest-allemands, un mineur britannique ainsi que Georges Kaldy pour Lutte ouvrière et Ernest Mandel au nom du secrétariat unifié de la IV^e Internationale, il a constitué l'un des temps forts de la fête.

Georges Kaldy s'est avant tout dans son intervention adressé à la IV^e Internationale et à sa section française, la LCR avec qui LO partage « le même héritage et le même programme ». Dénonçant « les directions stalinienues, nationalistes, religieuses » qui veulent « faire oublier à la classe ouvrière ses intérêts de classe », Georges Kaldy posait la question : « Qu'avez-vous fait de cet héritage ? » Pour lui, la IV^e Internationale a « une propension à s'aligner derrière les directions qui trahissent la classe ouvrière ».

Sans répondre à la question que beaucoup se posaient (qu'a fait LO de ce même héritage ?), Kaldy n'a su que rester au niveau des généralités. Quant aux perspectives de construction d'une Internationale révolutionnaire de masse, il faut « conquérir une influence réelle sur la classe ouvrière », devait-il affirmer.

Intervenant ensuite, Ernest Mandel a choisi de bousculer les idées reçues avancées avec culot par la bourgeoisie qui prétend que « ce serait le socialisme qui serait en crise », quand la faim tennaie des millions de gens, que plane la menace nucléaire et que l'environnement subit des dégâts considérables. Exaltant la grande force collective des 700 millions de prolétaires des villes et des 200 millions de salariés agricoles, Ernest Mandel a conclu par un vibrant plaidoyer pour une organisation révolutionnaire aux plans national et international, saluant du même coup la place occupée, malgré leur caractère minoritaire, par les sections de la IV^e Interna-

tionale dans plus de cinquante pays.

Cesar Marti, après avoir rappelé l'actuelle tactique de l'armée du FMLN-FDR, a appelé à renforcer encore la solidarité, sous diverses formes, « pour contrearrer l'agression » dont est victime le Salvador.

Mike Richmond fait partie de ces trente mineurs de Leicester qui ont participé de bout en bout à la lutte des mineurs britanniques alors qu'ils étaient isolés parmi une masse de jaunes. Ils y ont gagné le surnom des « trente salopards » qu'ils assument fièrement. Mike Richmond est venu rappeler que pour les mineurs britanniques, le combat continuait aux côtés des travailleurs du monde entier et concluait son intervention par un symbolique « Venceremos ! ».

Dorothee Piermont avait choisi la concision mais son exposé n'en avait que plus de force. Elle a cité trois exemples. En Italie, nos camarades de la LCR ont eu des élus municipaux aux dernières élections sur des listes communes avec Democrazia Proletaria qui appartient au même groupe que les Grunen au Parlement européen. Contre l'ennemi commun,



C'est par « l'Internationale » que la Chorale populaire de Paris termina sa prestation. Une « Internationale » reprise en chœur par toute la salle, debout.

l'impérialisme américain, les Grunen et la LCR se sont retrouvés à la même tribune pour défendre le Nicaragua. Enfin, c'est « grâce à

des amis français », dont la LCR, que les Grunen ont pu inviter J.-M. Tjibau pour apporter leur soutien au FLNKS. Alors, a de-

mandé D. Piermont, puisque nous nous retrouvons si souvent côte à côte, « pourquoi n'y allons-nous pas tous ensemble ? »

Le dernier orateur était Louis Mapou, représentant en France du FLNKS, qui avait déjà eu l'occasion par deux fois de monter à une tribune dans la fête ; il réaffirmait qu'il ne pouvait y avoir de « dénucléarisation du Pacifique sans sa décolonisation ». Dans sa conclusion, il saluait, à travers leurs représentants à la tribune, « des peuples éloignés géographiquement mais proches par leur combat ».

Ce meeting avait été précédé par la Chorale populaire de Paris, chorale soutenue par l'URIF-CGT, dont la prestation fut longuement ovationnée. Après le meeting, autour d'un pot au stand d'Inprecor, la chorale a reçu le renfort improvisé de nombreux militants pour chanter des chants du mouvement ouvrier. La séparation ne se fit pas sans regrets...

Jean-Jacques Laredo

De droite à gauche : Dorothee Piermont, Ernest Mandel, Georges Kaldy, Christian Picquet, Louis Mapou, Cesar Marti.



«Quelle riposte au racisme?»

Le premier grand débat politique de la fête, samedi après-midi, portait sur la montée de l'extrême droite et du racisme. Montrait l'importance qu'ils accordent à ce danger, plusieurs centaines de participants s'entassaient sous le grand chapiteau. La discussion s'ordonna autour de deux grandes questions.

La première portait sur la nature du phénomène Le Pen et son contexte. Après l'introduction de Christian Picquet, pour le bureau politique de la LCR, Madeleine Reberieux, vice-présidente de la Ligue de droits de l'homme, devait démontrer la conti-

nuité entre le Front national et les courants racistes et xénophobes du début du siècle. Elle insista sur l'importance des liens qui unissent d'ores et déjà la droite « classique » à l'extrême droite. A son tour, Bertrand Bret, de l'association Identités-Egalités du XX^e arrondissement de Paris, s'attacha à compléter cette analyse. Puis, Jacques Tarnero, spécialiste des problèmes de l'antisémitisme, dénonça le rôle de certaines leçons de l'Histoire, telles que le génocide hitlérien. Enfin, une représentante d'Article 31 présenta les activités de sa revue.

La seconde discussion traita de la

proposition par la LCR visant à construire un front permanent, s'appuyant sur l'unité d'action systématique de toutes les organisations antiracistes, l'organisation à tous les niveaux, notamment dans la jeunesse, l'exigence de l'égalité des droits entre Français et immigrés. Pour Huguette Chevreau, de la direction de Lutte ouvrière, le soutien accordé par notre organisation à SOS-Racisme revient à renoncer à se battre sous son propre drapeau et à se mettre à la remorque de « coquilles vides » ou de personnalités telles que Bernard-Henri Levy. « Vous êtes les Bernard-Henri de la révolution », devait-elle même lancer. Ce à quoi notre camarade Picquet rétorquait : « Les camarades de LO développent une orientation sectaire envers les mobilisations de masse qui s'opèrent contre le racisme et le fascisme. Cela les a amenés à désertier ce terrain en 1984 et 1985, alors que des dizaines de milliers de manifestants accueillaient les parades de Le Pen. Ils ne voient pas, aujourd'hui, qu'à travers le succès de SOS-Racisme, toute une fraction de la jeunesse renoue avec l'action collective et prend conscience de l'injustice de cette société. Ce qui constitue un atout pour reconstruire un rapport de forces favorable aux travailleurs. »

La polémique ne saurait pourtant estomper l'acquis principal de cette table ronde : par-delà leurs désaccords ou leurs appréciations divergentes des responsabilités gouvernementales dans la montée du lénisme, des courants ou des personnalités d'horizons très différents ont débattu ensemble pour préparer l'action en commun. L'urgence de cette dernière fut d'ailleurs illustrée par les interventions de R. Mérieux du MRAP-XIX^e et d'un militant du collectif Aligre antiraciste, tous deux poursuivis pour avoir dénoncé les responsabilités de la droite et du Front national dans la montée du racisme.

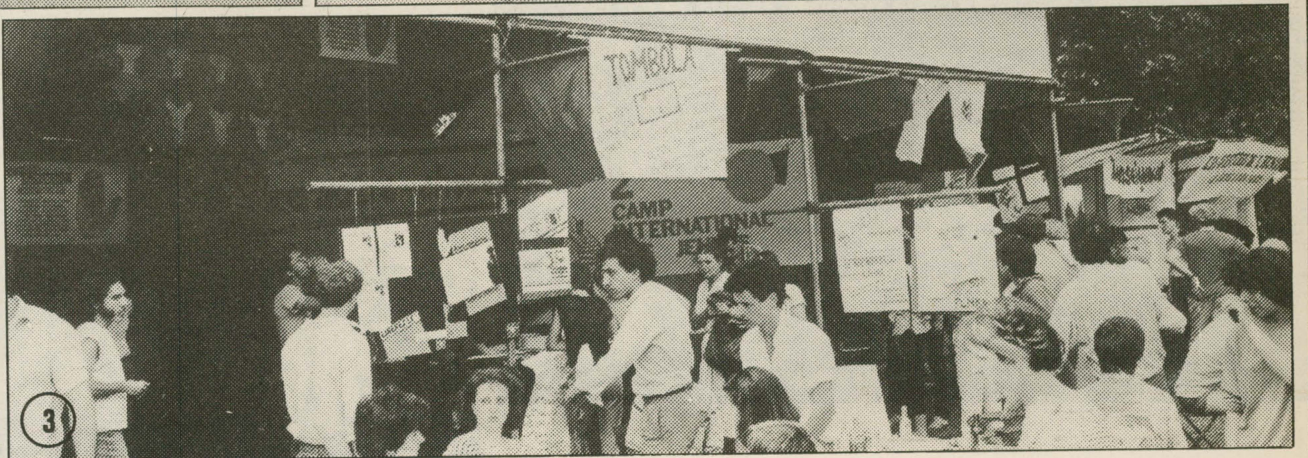
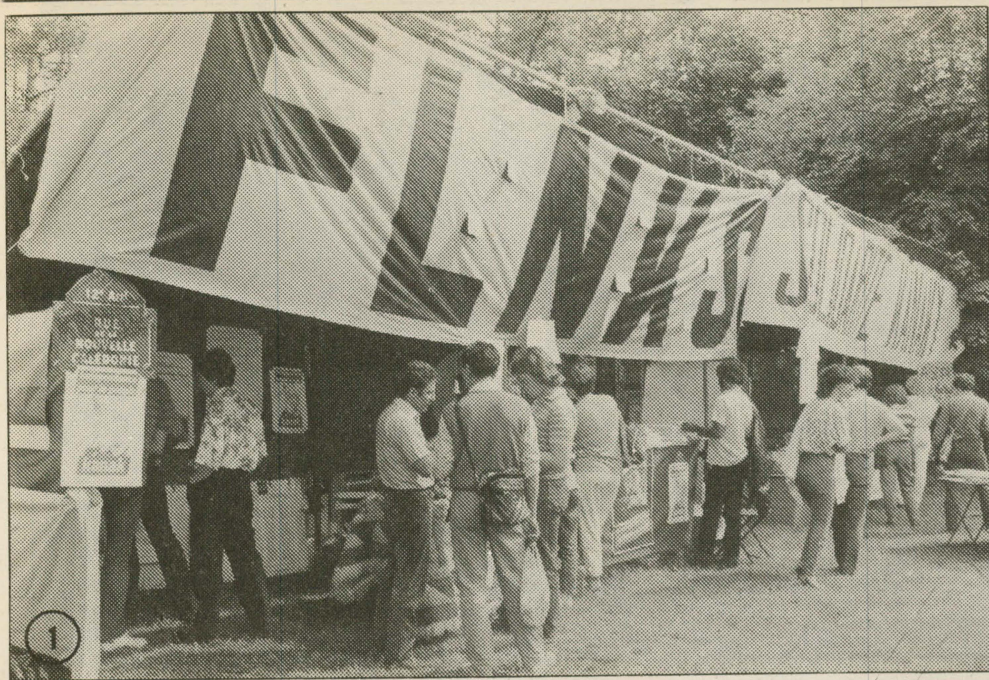
A. T.

Intervention d'Alain Krivine

« Les coups portés à la classe ouvrière, à sa cohésion, à son niveau de vie, à son degré d'organisation, à ses capacités de mobilisation, à son moral, sont durs. Néanmoins, rien n'est joué. Au-delà même des forces organisées de l'extrême gauche, nous sommes des dizaines de milliers dans ce pays à refuser un tel gâchis, à refuser de baisser les bras devant les attaques patronales et gouvernementales, à refuser la politique de chômage comme le feront les chômeurs à Paris le 30 mai, à refuser la montée du racisme comme nous l'affirmerons, place de la Concorde, le 15 juin, à l'appel de SOS Racisme. Nous sommes nombreux à nous solidariser avec la lutte anticolonialiste et anti-impérialiste de nos frères

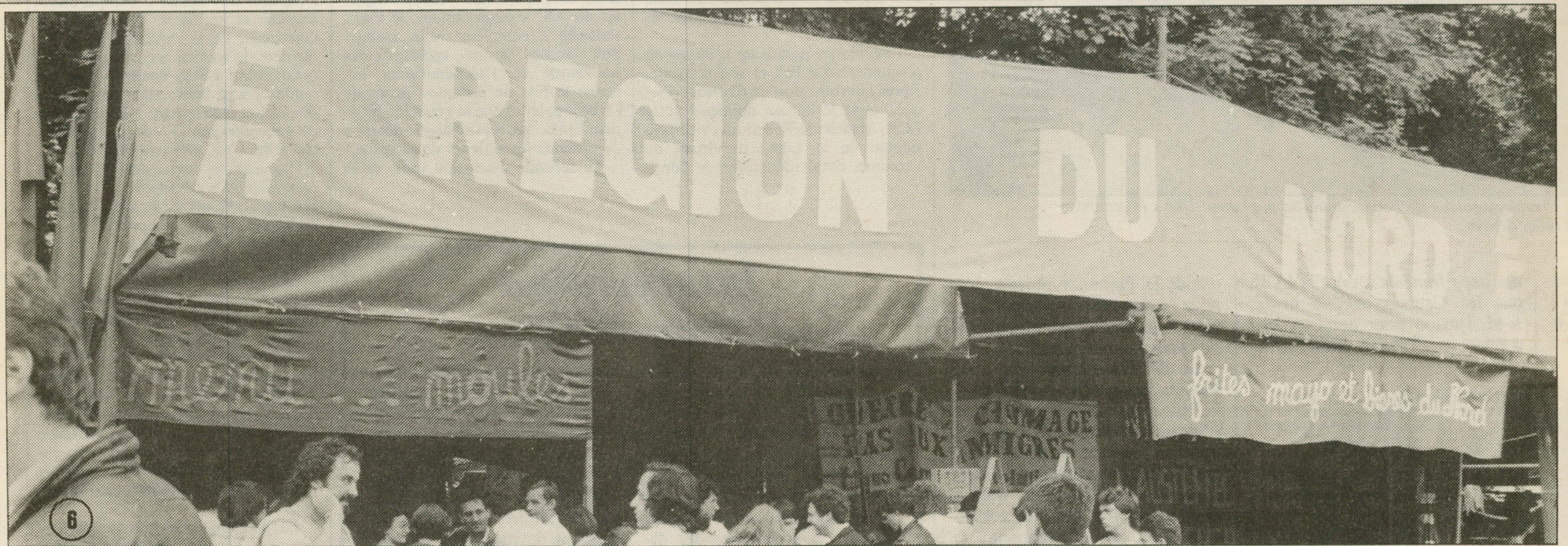
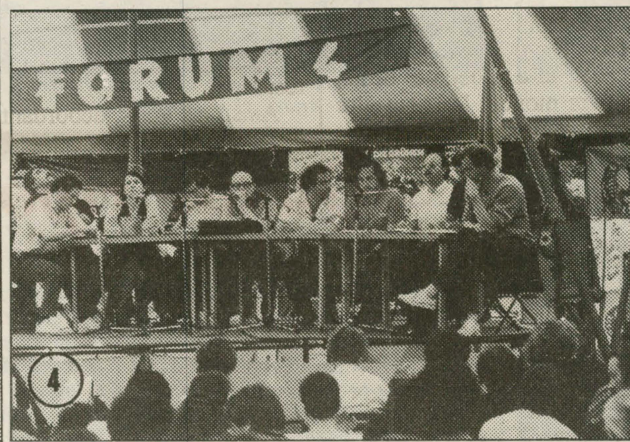
kanaks ou nicaraguayens. » (...) « Il est aujourd'hui de notre responsabilité d'aider au rassemblement et à l'action de cette force anticapitaliste qui se cherche et faire en sorte que lors des élections, des centaines de milliers de travailleurs puissent se manifester en votant contre l'austérité et contre la droite sans cautionner les partis de gauche. »

« Avec vous, camarades de Lutte ouvrière, nous voulons ensemble construire le parti des travailleurs de demain, mais avec vous aujourd'hui, nous voulons nous adresser aux autres et notamment à ceux qui, sans être convaincus de la nécessité d'un parti, sont néanmoins prêts à se battre ensemble contre l'adversaire commun. »



L'internationalisme, au cœur de la fête (1,2). Les jeunes étaient nombreux à Presles cette année (3). Le forum sur l'évolution du mouvement syndical (4). Lundi matin, un débat sur le polar, avec Vilar, Jonquet, Denaenck... (5). On pouvait se restaurer dans les nombreux stands régionaux, comme celui de la LCR du Nord (6).

Les camarades de LO ne nous les ayant pas communiqués à temps, nous n'avons pu reproduire des extraits de l'intervention d'Arlette Laguiller, aux meetings centraux de la fête. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.



ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Formule choisie _____
Abonnements par avion : nous consulter			

Règlement à l'ordre de PEC,
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Christian Lamotte
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Un fil rouge

Ce même week-end de la Pentecôte se tenaient la fête LO-LCR et les « rencontres de pratiques alternatives ». Dans l'une et l'autre furent débattues les questions qui sont au cœur de la situation présente, liées aux attaques que subissent les travailleurs, au bilan de la gauche au gouvernement, à la perspective de l'échéance décisive de 1986. Ce n'est pas un hasard. Toutes celles et tous ceux qui refusent de baisser les bras, de céder à la désorientation sont bien obligés de s'interroger aujourd'hui sur quelle alternative proposer.

La réalité politique et militante représentée dans le cadre de ces rencontres est diverse. Parce qu'il existe des convictions différentes, les désaccords ne sont pas escamotables. Il est clair, pour ne prendre que cet exemple, que nous sommes de ceux qui ne sont absolument pas prêts à cautionner l'idée qui semble chère aux Verts « d'abandon de la référence au socialisme » !

En même temps, il s'agit de tirer le bilan d'au moins quinze ans de militantisme et de constater qu'aucune des composantes ne peut prétendre actuellement être à elle seule l'alternative, ni polariser le mouvement social et les phénomènes de crise au sein du mouvement ouvrier.

L'exigence commune devrait être d'affirmer la capacité à agir ensemble, pour peser sur la situation. Dire cela ne relève pas de la tactique ou de la manœuvre. Le problème n'est pas de lancer une OPA en direction de tel ou tel ou de proposer un impossible cartel. Il est de prendre en compte une réalité. Malgré les difficultés et les obstacles, cette capacité a déjà pu être testée pratiquement. Dans les mobilisations contre le racisme, contre le colonialisme, à propos de la Kanaky, nous avons agi efficacement dans l'unité. Il pourrait, à l'évidence, en être de même sur des terrains comme l'emploi, le désarmement, le nucléaire, la solidarité avec les peuples des pays de l'Est, le combat contre l'impérialisme...

L'action commune sur ces thèmes pourrait permettre de dégager une cohérence politique, elle constituerait le moyen d'œuvrer au rassemblement d'une force alternative. Telle est la démarche que nous proposons. Celle-ci va bien au-delà de l'échéance de 1986. Mais tout le monde voit bien que cette dernière ne peut être ni escamotée ni relativisée. Une campagne politique unitaire construite sur ces mêmes thèmes constituerait une réponse à la situation. Elle pourrait enclencher une dynamique nouvelle portée par la totalité des forces susceptibles de s'y reconnaître, de LO et de la LCR jusqu'aux Verts.

Il ne sert à rien d'invoquer l'alternative si l'on se refuse à la concrétiser. Ce qui voudra dire, en 1986, être capable de proposer autre chose que le « choix » entre le retour de la droite et le soutien à la gauche officielle. Le succès du rassemblement LCR-LO comme la « rencontre des pratiques alternatives » montre que l'idée est « dans l'air ».

Si chacun va séparément à la bataille, ce sera, pour le moins, plus difficile. La démarche générale ne s'en trouvera pas condamnée pour autant, mais une occasion décisive s'en trouverait gâchée.

Francis Sitel

RENCONTRE DES PRATIQUES ALTERNATIVES

Un week-end de débats

Les « rencontres des pratiques alternatives », qui se sont tenues à Paris les 25, 26 et 27 mai, étaient appelées par un collectif de personnalités et de militants, dont Félix Guattari, Daniel Richter, Alain Lipietz, des responsables de la Fédération de la gauche alternative, des Verts, du PCML, du PSU... Ce sont cinq cents personnes, venues d'horizons divers et porteuses d'expériences différentes, qui ont débattu autour du thème général des « pratiques alternatives ».

Par bien des aspects, cette rencontre représentait une première. Etaient en effet appelés à se rencontrer des militants politiques, des syndicalistes, des intellectuels, des militants associatifs, les Verts...

Durant trois jours, la discussion s'est développée à travers une série de forums, d'ateliers et de tables rondes. Sur des thèmes aussi divers que la formation, la santé, les mouvements nationalitaires, l'école, la démocratie locale, le tiers monde, les nouvelles technologies, la crise écologique, l'emploi, le racisme...

Les limites d'une telle confrontation sont évidentes, intrinsèques à une rencontre de ce type et liées à la diversité même des participants. Certains sont tentés de rejeter en bloc le passé, les expériences accumulées, pour partir à la quête d'une nouvelle pratique politique. D'autres hésitent à transgresser leurs propres ré-

férences originelles par crainte d'être « récupérés ».

D'où, parfois, des réactions frileuses au regard des échéances politiques centrales, des réticences à concrétiser en initiatives pratiques les propositions débattues. Il est toutefois important de noter que, malgré ces limites inévitables, une telle rencontre témoigne de la remobilisation de nombre de militants. Et, surtout, que les débats ont fait apparaître une convergence des préoccupations difficile à récuser.

Ainsi, les Verts, débordant du strict cadre de l'écologie, posent comme centrale la question de l'emploi, des trente-cinq heures. Ils rejoignent de la sorte les autres courants qui considèrent décisif ce problème.

Un des débats les plus riches a précisément porté sur ce point. Marqué par le souci d'aller au-delà du seul mot d'ordre, de démêler toutes ses implications, de définir

les liens nécessaires avec la lutte des chômeurs, avec les revendications des travailleurs précaires... Une telle réflexion collective fait apparaître les difficultés à concrétiser des axes généraux et à donner un véritable contenu dynamique à la problématique des « pratiques alternatives ».

La question de 1986

Autant la question de 1986 était présente dans toutes les têtes, autant l'ordre du jour semblait ordonné de telle sorte à limiter la confrontation sur ce point. Pourtant, celle-ci a bien eu lieu le dernier jour, polarisant alors l'ensemble des discussions.

Les contradictions sont en effet vives. Alors que les uns, avec Félix Guattari, préconisent une large coalition, que d'autres, membres de la Fédération de la gauche alternative, proposent une convergence alternatifs-Verts, les Verts ont répondu, non sans brutalité, par une fin de non-recevoir. Didier Anger explique ainsi dans *Papageno*, « gazette bariolée pour un mouvement alternatif » : « C'est autour des Verts, de l'alternative, de l'écologie, que se bâtit et émerge un pôle nouveau en Europe, en Allemagne certes, mais aussi en Belgique, partout. A nous d'en tirer la leçon actuelle. Nos listes électorales seront ouvertes — département par département — à des membres d'associations, mais pas à ceux

d'autres groupes politiques. »

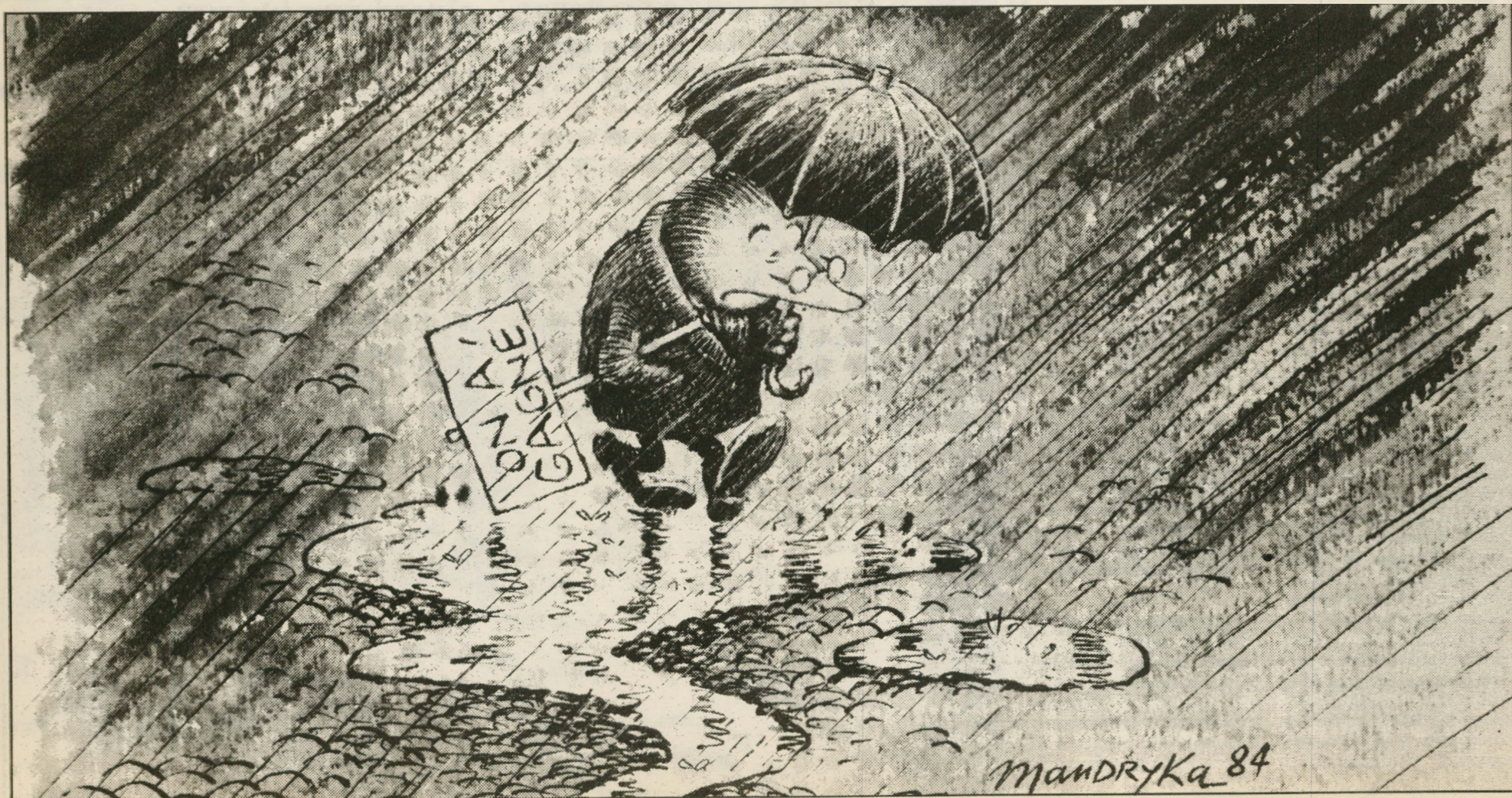
Dans ces conditions, les agressions multiples, contre les propos des Verts, ou contre les silences du PSU, pouvaient fuser de toutes parts. Il faut sans doute regretter que le débat ne se soit pas plus orienté dans le sens de l'approfondissement des expériences communes. Celles acquises, sur le terrain de la lutte antiraciste et du soutien au peuple kanak par exemple. Ou celles qui apparaissent possibles : la lutte pour l'emploi et la réduction du temps de travail... Sans parler des débats nécessaires, comme sur le féminisme, des représentantes du Mouvement des femmes dénonçant avec raison le mépris avec lequel cette question a été abordée.

Une telle démarche aurait sans doute permis d'aller plus loin, et dans le sens de la pratique, et dans celui de l'alternative.

Il n'empêche que, quels que soient les problèmes rencontrés, de tels débats répondent à un besoin. Ils font apparaître que, malgré les divergences et les méfiances, des convergences existent et que, malgré des points de départ souvent très différents, des enrichissements mutuels sont possibles.

A preuve : la décision des initiateurs de maintenir le collectif qu'ils ont mis sur pieds, afin d'appeler à des rencontres régionales et à de nouvelles rencontres nationales, pour approfondir les débats engagés et élargir le cadre initial.

F. S.



TELEPHONE, TELECOMS

L'emploi de mal en pis

« Modernisation d'une filière de pointe : l'arnaque », écrivions-nous dans le dossier paru dans « Rouge » du 11 janvier dernier concernant la filière électronique. Un semestre plus tard, les ravages s'aggravent : tandis que les crédits publics affluent, les licenciements s'accumulent.

Plus d'un travailleur sur dix est menacé de licenciement d'ici 1986 dans l'industrie du téléphone : 7 000 suppressions d'emplois sont prévues pour un effectif total d'environ 50 000 salariés. 4 500 postes seront supprimés à Thomson et CIT-Alcatel (CGE), 700 à la SAT... Dans la région parisienne, des centaines d'emplois sont menacés à Conflans-Sainte-Honorine. L'usine de Clichy des Câbles de Lyon (CGE) risque carrément d'être fermée. En Bretagne, dans le Trégorrois, c'est tout simplement la tragédie.

« En cinq ans, lit-on dans le dernier rapport remis à l'administration, le Trégorrois a vu fondre la vocation électronique qu'on lui a imposé de 6 000 à 4 000 emplois. » On assiste à des dizaines de drames individuels, note le journal Ouest-France. « Des femmes dont le mari est au chômage depuis deux ans et ne perçoit plus aucune indemnité sont sur la liste des prochaines licenciées. De même cet employé de 54 ans, un an trop jeune pour bénéficier d'un départ en préretraite. »

* Les trente-cinq heures oubliées. Les principales entreprises de la téléphonie sont nationalisées. Leurs PDG, Alain Gomez pour Thomson, Georges Pébereau pour CIT-Alcatel, nommés par un gouvernement se réclamant du socialisme, licencient à tour de bras. Dans la branche, la durée du travail n'est toujours pas ramenée à trente-cinq heures par semaine, promises en 1982 pour 1985 par Mitterrand-Mauroy. Aux PTT, principal client de l'industrie téléphonique (cf. encadré), près de 70 % du personnel travaillent plus de trente-neuf heures par semaine. Le gouvernement supprime 2 000 postes en 1985. Il est même question d'en supprimer 7 000 en 1986. Les calculs démontrent que la semaine de trente-cinq heures pour tous (trente-deux heures pour les travaux pénibles), avec embauches correspondantes, déboucherait immédiatement sur la création de 50 000 emplois ! Soit sept fois le nombre de suppressions d'emplois prévues dans l'industrie téléphonique. des télécoms se traduit par-



Les travailleurs de Thomson du nord de la France, en 1979, au cours de la manif des sidérurgistes.

fois par une augmentation de la durée hebdomadaire du travail dans certains services. Une heure trente de plus aux « tables d'essais », par exemple. On croit rêver !

* Le baratin des « droits nouveaux » d'Auroux. Les licenciements chez Thomson-téléphone ont été annoncés avant même la sortie du plan industriel et la réunion tripartite syndicat-gouvernement-CGE. « Le département

[du Trégorrois], souligne le rapport remis à l'administration, se trouve en face de difficultés qu'il n'a pu prévoir et qui apparaissent en dehors de sa compétence directe. » Les travailleurs d'une entreprise comme Thomson-téléphone, nationalisée, subissent en effet le même sort que ceux d'une entreprise privée : licenciements par charrettes entières. C'est le résultat de la trop fameuse « autonomie de gestion », chère à nos gou-

Ah, le libéralisme!

Patrons qui tremblez pour vos profits, rassurez-vous ! Les PTT vont peut-être faire quelque chose pour vous : réduire de 10 % vos factures de téléphone, par exemple. Le service public est sympa, qu'en pensez-vous ?

Les PTT songent, en effet, à instaurer des tarifs dégressifs à la manière des « tarifs verts » de l'EDF destinés aux gros consommateurs. Cela rappelle le pays de monsieur Reagan, où le patronat n'est pas « entravé » par les règles « désuètes » du service public.

Quant au fameux équilibre du budget des PTT, il n'y a rien à craindre : ce seront les petits usagers — c'est-à-dire les travailleurs — qui paieront. Déjà l'instauration des tarifs « bleu-blanc-rouge », en mai 1984 avait abouti à une

augmentation de 40 % du coût des communications pour ceux qui téléphonent de 19 h 30 à 21 h 30. Le passage de la taxation à la durée dans les grandes villes et la diffusion massive du Minitel contribueront à augmenter le nombre des taxes.

Et puis qui sait : un jour peut-être les entreprises auront le droit de se faire rembourser une partie de leurs factures téléphoniques par l'Etat, si la TVA est incluse dans celle-ci. Cela a bien déjà été fait pour le réseau câblé installé à Rennes. Pourquoi ne pas généraliser cette mesure, se dit-on en haut lieu. Encore une fois ce seront les contribuables, les travailleurs qui paieront.

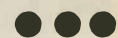
Ah, libéralisme, quand tu nous tiens !

vernants, accordée aux PDG des entreprises publiques. « La brutalité de l'action sur le dispositif breton, déclare sans complexe la direction de la CGE, a été commandée par des impératifs de temps pour faire face à la concurrence internationale. » Qu'il est loin le temps où Mitterrand déclarait que les nationalisations étaient un élément clé pour sortir de la crise et lutter contre le chômage !

* Les grands voyages de la CGE. Le principal souci du PDG de la CGE est de jouer au capitaine d'industrie sur le marché mondial. Georges

Pébèreau multiplie les voyages. Il vient de se rendre récemment à la Mecque du capitalisme, les USA, pour rencontrer dans le plus grand secret le patron d'ITT. Il veut à tout prix aboutir à un accord avec un des géants des télécoms, ITT ou ATT-Philips. En Europe, les tractations vont bon train. Que ce soit en Italie ou en Belgique, où la CGE vient de prendre le contrôle d'une importante société.

Contrairement à ce que



CRS

et opération café

Contre les licenciements, les travailleurs de la téléphonie ont multiplié les actions fin 1984 : grèves, occupations de centraux des PTT, manifestation à Paris rassemblant tous les travailleurs de la branche, venus de la Bretagne ou de Marseille, salariés de Thomson-téléphones, de CIT-Alcatel (CGE) (ces deux groupes sont en cours de fusion), de la CGCT, de la SAT...

Début avril, après l'envoi de 676 lettres de licenciement, ils décidaient de frapper un grand coup. Le 17 avril, ils occupaient un point sensible des PTT : le centre télécoms de Paris-archives TRN, par lequel transitent les communications vers la province. Ni le ministre des PTT, ni celui de l'Industrie n'avaient daigné les recevoir. La police par contre a envahi les locaux des PTT, expulsé les occupants. Il en est résulté quelques perturbations de

trafic... Le ministre a enfin accepté de les rencontrer.

Mais, craignant de nouvelles actions, l'administration des PTT décidait le 23 avril de séquestrer pour la journée plusieurs milliers de travailleurs à l'intérieur des centraux parisiens ! Nom de code de l'opération : « café ». Personne n'a le droit d'entrer ou de sortir. A l'intérieur des centraux, les différentes salles doivent être fermées à clé, au mépris de toute règle de sécurité. Même les pompiers se sont vu refuser l'accès d'un centre ! Et lorsqu'il n'y a pas de cantine sur place, le personnel est tout simplement invité à se passer de repas.

Mitterrand avait paraît-il déclaré la guerre au chômage. C'est aux travailleurs de la téléphonie et des PTT qu'il s'attaque. Plusieurs travailleurs de Thomson-téléphone vont même être entraînés devant les tribunaux.

Manifestation devant le siège de Thomson-CSF à Paris, en 1977.





Meeting unitaire des travailleurs de la téléphonie de Laval, en 1975.

● ● ●
prétend le PCF, une telle politique ne provient pas d'une volonté perverse de trahir « l'intérêt national ». Pas plus que du choix « idéologique » de privilégier le critère de « rentabilité financière ». Elle découle simplement de la concurrence acharnée qui se déroule sur le

marché mondial des télécommunications. Les commandes des pays du tiers monde se réduisent avec la crise. Celles des PTT stagnent. Les frais de mise au point de nouveaux équipements, par contre, ne cessent de croître. La prochaine génération de matériel coûtera deux fois plus en recherches et développements que les modèles entrant en service

actuellement (la mise au point du E 10 five coûterait par exemple entre 3 et 5 milliards).

* **Rompre ou ruser avec le capitalisme ?** Pour amortir de tels frais, il faut un marché gigantesque. « Réduite au seul marché des PTT français, explique le PDG de la CGE, Georges Pébereau, l'industrie nationale ne pourrait survivre longtemps : c'est quitte ou double. » C'est donc la ruée vers l'Ouest. Les USA représentent la moitié du marché mondial des télécommunications. Pour dégager les capitaux nécessaires à une telle

aventure, gouvernement et PDG de la téléphonie taillent dans le vif, restructurent sans ménagement, licencient par charrettes entières.

Mitterrand prétendait lutter contre le chômage tout en respectant les lois du marché mondial. La preuve est faite que ces deux choix sont incompatibles. Pour lutter contre le chômage, on ne peut ruser avec le capitalisme, il faut rompre. Même si Mitterrand a laissé le mot « rupture » de côté en entrant à l'Elysée.

Alain Richard

A quoi servent les fonds publics ?

36 milliards de marchés publics doivent être attribués pour trois ans à CIT-Alcatel, filiale de la CGE en passe d'absorber Thomson-Téléphones, licenciements à la clé (voir article ci-contre). La direction de la CGE s'engagerait, paraît-il, à maintenir l'emploi dans le groupe, après 1986. Trois ans après le feu vert accordé par Laurent Fabius au rapprochement Thomson-CGE qui devait, selon le Premier ministre, se traduire par des créations de postes !

L'aide de l'Etat aux chantiers navals, elle, par contre, risque d'être considérablement réduite (tous les pays subventionnent, rappelons-le, leur propre construction navale). Cette mesure aggraverait dramatiquement la compression des effectifs des chantiers, déjà saignés de 5 000 emplois depuis 1984. 13 000 travailleurs sont touchés par cette menace permanente. Des milliers d'emplois induits ne manqueraient pas de subir le même sort, dans des régions déjà en pointe du chômage, Saint-Nazaire, Dunkerque, La Seyne... Comble du cynisme : l'argent retiré à la construction navale servirait à maintenir d'autres emplois ailleurs. Où donc ? Dans la sidérurgie, les mines, chez Renault, chez Boussac peut-être ?

L'Etat, depuis 1982, a versé 580 millions à fonds perdus dans les caisses du groupe Boussac précisément. Afin de boucher les trous percés par les Dalton du textile, les frères Willot. La reprise de l'affaire par un promoteur immobilier, Ferinel, soutenu par les groupes bancaires privés Lazard-Frères et Worms, coûterait à nouveau 400 millions aux pouvoirs publics. Les Willot — un comble — conserveraient une participation de 16,5 %. « La droite n'a pas réussi à en faire des gestionnaires, la gauche en aura fait des capitalistes », commente l'hebdomadaire *l'Expansion*. Les 15 000 salariés du groupe Boussac savent quant à eux ce qui les attend : le démantèlement du groupe, de nouveaux plans de licenciement. Les crédits publics — l'argent des contribuables — servent à organiser le chômage. La Bourse de Paris ne s'est jamais si bien portée.

L'industrie française a perdu 450 000 emplois en deux ans, selon les dernières statistiques de l'INSEE. Fabius et Mitterrand baptisent cela modernisation, solidarités.

M. M.

HOPITAL BECLERE Grève pour les effectifs

A l'hôpital Antoine Béclère, célèbre pour son centre de fécondation in vitro, le personnel se mobilise depuis plus de trois semaines. Trois revendications illustrent le manque de personnel : embauche de cinq infirmières pour remplacer cinq démissions, remplacement des congés maternité, mise à niveau des effectifs. L'hôpital se fait remarquer par un taux d'occupation des lits supérieur, et un taux de couverture en personnel inférieur aux moyennes de l'Assistance publique (AP). Le tout avec un personnel jeune, dont de nombreuses femmes en congé maternité. Le mouvement de grève a commencé début mai, avec passage au service minimum sur la plupart des services, délégation au centre AP, conférence de presse, assemblée générale quotidienne sur les trois équipes et, fait à noter, dans l'unité intersyndicale CGT-CFDT. Après avoir répondu par une fin de non-recevoir et renvoyé l'affaire au ministère, la direction de l'AP a commencé à céder : deux embauches ont été effectuées, deux sont annoncées. Pendant le pont de l'Ascension, le mouvement est un

peu retombé. Il s'est poursuivi sous la forme d'une heure de grève quotidienne, avec manifestation à la direction locale. Début de victoire donc, pour une mobilisation qui risque de rebondir quand on sait que le budget remplacement pour les vacances a été amputé des deux tiers cette année !

RATP Premier succès pour les nettoyeurs

Premier succès pour les nettoyeurs du métro et la CFDT à laquelle ils sont syndiqués. La direction de la RATP vient d'accepter — enfin — d'ouvrir le dossier des négociations, concernant ses plans de robotisation du nettoyage, pour les dix ans à venir (voir *Rouge* de la semaine dernière). Après une assemblée générale massive mercredi 22 mai, les nettoyeurs étaient en grève vendredi 24. Ils exigent que toute modernisation des tâches ingrates qui sont les leurs ne se traduise pas par des licenciements. La direction de la RATP voulait garder ses plans secrets, elle a dû en rabattre devant la mobilisation des nettoyeurs. Rien n'est évidemment réglé. Mais l'ouverture des négociations permettra aux travailleurs et à leur syndicat de voir plus clair dans les projets de la régie.

TRAMINOTS GRENOBLOIS

L'unité, une tradition

Assemblées générales, unité syndicale sont une tradition établie chez les traminots grenoblois dont la lutte a paralysé l'agglomération, passée à droite aux municipales de 1983, pendant trois semaines en mars (voir Rouge du 29 mars). Notre correspondant a fait le point avec des représentants de la CGT et de la CFDT sur le bilan de leur grève.

□ **Comment s'est terminée la grève ?**

Bernard (CGT) — La direction de l'entreprise a joué le pourrissement. Elle a proposé un protocole de fin de grève. Après une semaine de réflexion, la CGT était d'accord pour signer. La CFDT ne l'était pas.

□ **Que contenait ce protocole ?**

Bernard — Il portait sur les salaires, les moyens syndicaux, les sanctions. C'était important, notamment en ce qui concerne la rémunération des demi-permanents syndicaux. Chaque syndicat s'est présenté avec son analyse

devant l'assemblée générale des grévistes. L'intersyndicale n'empêche pas les divergences d'appréciation.

□ **Assemblée générale et intersyndicale sont de tradition ici ?**

Alain (CFDT) — Oui, l'intersyndicale a toujours existé, malgré les désaccords. Quant à l'assemblée générale, c'est la moindre des choses. Il est normal que les travailleurs tranchent. Surtout les décisions importantes. Nous avons présenté nos propositions. Les travailleurs ont voté le lendemain à bulletin secret pour la reprise du travail, comme le préconisait la CGT.

Bernard — Nous ne voulons pas nous étendre sur nos divergences parce que la presse locale va dans le sens du patron en essayant d'introduire un clivage entre la CGT et la CFDT. Il y a déjà eu une réunion avec les autres syndicats sans que nous soyons convoqués.

Alain — Il y a même des pressions chez les militants pour casser les traditions unitaires entre nos syndicats. Cela ne va pas être facile.

□ **Quel est le résultat du conflit ? Les jours de grève ont-ils été payés ?**

Bernard — Non, il n'y a pas de compensation des 13 jours de salaire perdus. Chaque salarié a reçu une lettre dénigrant les syndicats avec un chèque de 215 francs. La direction fait abstraction des 19 jours de conflit. Elle ignore les points positifs du protocole de fin de grève, même à propos des moyens syndicaux. Elle essaie de tourner les non-grévistes contre les grévistes à propos des piquets de grève. Nous

avons une direction autoritaire, réactionnaire.

Alain — Pour notre part, nous pensons que la direction, mandatée par le syndicat mixte des transports en commun, sait très bien ce qu'elle fait. Nous estimons, comme nous l'avons dit aux travailleurs, que les bases du protocole de fin de grève ne donnaient pas de garanties suffisantes pour l'avenir concernant l'emploi, les rémunérations, les moyens syndicaux, ne réglait rien en ce qui concerne la politique des transports urbains dans l'agglomération.

□ **Avez-vous reçu le soutien syndical et politique espéré ?**

Bernard — Du point de vue politique, le soutien a été très insuffisant.

Alain — Nous avons un patron de droite et nous craignons que ça aille de plus en plus mal, surtout avec l'échéance de 1986. Le soutien des unions locales, départementales des syndicats CFDT n'a pas failli.

Propos recueillis par notre correspondant

IRLANDE DU NORD

INTERVIEW DE GERRY ADAMS, DIRIGEANT DU SINN FEIN

Un succès pour les républicains

Le 15 mai avaient lieu les élections locales en Irlande du Nord. Le Sinn Fein, branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), y a réussi une percée remarquable. Avec 11,8 % des suffrages, le Sinn Fein remporte cinquante-neuf sièges et une présence dans 17 des 26 conseils locaux. L'équilibre global des votes en Ulster est de 55 % pour les protestants unionistes et de 30 % pour les nationalistes catholiques.

Nous publions une interview que Gerry Adams, dirigeant du Sinn Fein, a bien voulu accorder à Rouge avant les dernières élections.

□ Le Sinn Fein, depuis 1981, apparaît de plus en plus à visage découvert. On l'a vu participer aux élections, intervenir dans des campagnes de masse. Quelle est la raison d'une telle évolution ?

Cette politique s'inscrit dans la continuité d'un processus engagé en 1978. Le Sinn Fein en 1981 a connu une baisse du soutien populaire. Les grèves de la faim de 1981 ont enrayé ce phénomène, comme l'élection de Bobby Sands à la chambre des communes l'a prouvé. Un soutien massif s'est développé et les mentalités ont évolué. Surtout chez les jeunes et les très jeunes qui ont pris conscience qu'il ne s'agissait pas que d'une guerre entre l'IRA et l'armée britannique.

□ Qu'est-ce qui vous a conduit à intervenir au Sud sur des terrains autres que la solidarité avec le Nord ?

Nous avons commencé à comprendre que le républicanisme ne signifiait pas simplement le retrait des troupes britanniques d'Irlande mais aussi la recherche de réponses à d'autres questions. Les membres du Sinn Fein se sont de plus en plus investis dans les 26 comtés dans la lutte contre le chômage, les mauvaises conditions de logement.

Ils sont intervenus dans le combat contre l'usage des drogues dures dans les grands centres urbains, dans les syndicats, dans les luttes de femmes sur des problèmes de femmes, afin de lier partout les luttes locales et la lutte nationale. Beaucoup de gens qui ne comprenaient pas la nature de l'impérialisme britannique ou la nature néo-coloniale des 26 comtés du Sud en ont aujourd'hui une vision nouvelle. Leurs problèmes locaux tirent souvent leur origine des mêmes maux que ceux dont souffrent les habitants de Falls Road (un des ghettos nationalistes de Belfast-Ouest. NDLR).

□ Durant l'internement, quand des milliers d'hommes et de femmes étaient emprisonnés, ce sont ces dernières qui sont descen-

dues dans la rue. Quelle est leur place aujourd'hui dans le mouvement républicain et au sein du Sinn Fein ?

Les femmes sont la colonne vertébrale de notre mouvement. Leur participation à ces manifestations les a libérées de manière inconsciente, car tout en étant actives dans la lutte, elles devaient aussi élever leurs enfants, s'occuper de leur foyer, régler une série de problèmes nouveaux, ce qu'elles n'avaient pas toujours eu à faire dans le passé.

Sur la question féministe, c'est probablement notre organisation qui a la politique la plus progressiste de tous les partis politiques en Irlande. Nous sommes les seuls à avoir adopté la discrimination positive pour les femmes. Elles ont leur place de droit dans la direction nationale et quand un homme et une femme sont en concurrence lors d'une élection interne au Sinn Fein, s'il n'y a pas de différences de capacités entre les deux, alors la femme obtient automatiquement le poste.

□ Le Sinn Fein a des élus locaux dans les six comtés. Quelle est votre conception du rôle d'un représentant républicain dans ces instances ?

Nous essayons de développer un travail à la base. L'élément clé en est que les gens doivent prendre en charge la résistance. Par exemple, en tant qu'élus de Belfast-Ouest, j'ai accès aux services sociaux et aux différents niveaux de l'administration. Plutôt que d'entrer dans un système représentatif, nous créons une situation où j'agis en tant qu'intermédiaire.

Par le passé, c'était un système de faveurs où l'on accordait, sur la base du clientélisme, un logement ou des indemnités à telle personne plutôt qu'à telle autre. Maintenant, ce que nous disons aux gens, c'est qu'ils ont des droits à faire valoir et mon rôle ne doit être que celui d'un intermédiaire.

□ Le Sinn Fein va présenter 81 candidats dans les six comtés, se présentant pour la première fois aux élec-

tions du gouvernement local. Quels sont vos objectifs et vos espoirs ?

Les sondages nous accordent de 40 à 50 sièges. Je serai personnellement satisfait si nous avions 30 à 35 élus parce qu'il y aurait ainsi cinq circonscriptions contrôlées par les nationalistes et dans lesquelles Sinn Fein aurait un rapport de forces favorable. C'est en quelque sorte un levain pour les avantages acquis par les nationalistes mais aussi pour une institutionnalisation partielle des avancées culturelles.

□ Quelle stratégie ont adoptée les Britanniques ?

Pour le moment, les Britanniques tentent de créer une situation proche de celle créée par les Américains au Vietnam. Ils « ulstérisent » comme ceux-ci avaient « vietnamisé ». Ils en avaient déjà fait l'expérience à Chypre en divisant les communautés grecques et turques, puis en retirant leurs troupes. Ici, ils construisent et renfor-

cent une force recrutée localement, les Royal Ulster Constabulary (RUC) et les Ulster Defense Regiments (UDR), faisant de moins en moins appel à leurs propres forces. Ils essaient également de normaliser la situation pour qu'elle se pose en termes de violence, de sécurité, de terrorisme. On voyait par exemple, il y a dix ans, de nombreux soldats britanniques dans les rues. Aujourd'hui, ils utilisent des méthodes de surveillance d'une technologie moderne, des caméras, des micros directionnels de grande puissance, etc. Ils construisent en Irlande une situation où le visiteur peut tomber sur un soldat britannique sans avoir l'impression que la guerre peut se dérouler sous ses yeux.

Leur but, leur objectif, est clairement d'isoler l'IRA en tant que menace immédiate et le républicanisme, en tant que menace politique à long terme. L'avènement d'une société socialiste en Irlande aurait des conséquences importantes sur la classe ouvrière britannique et dans toute l'Europe.

□ Vous entretenez avec l'OLP, le FDR, et d'autres organisations de libération des relations fraternelles. Quelle est votre conception de la solidarité internationale ?

Nous pensons, d'une manière très ferme, que pour être socialiste, il faut être anti-impérialiste. Nous croyons que les anti-impérialistes doivent reconnaître partout dans le monde le droit des peuples à contrôler leur destin.

Nous avons bien évidemment un sentiment particulier de solidarité avec les peuples en lutte, contre l'apartheid par exemple. La réponse d'une foule républicaine à l'OLP ou à la lutte au Salvador est une réponse humaine d'un peuple en lutte à un autre peuple en lutte, une compréhension mutuelle.

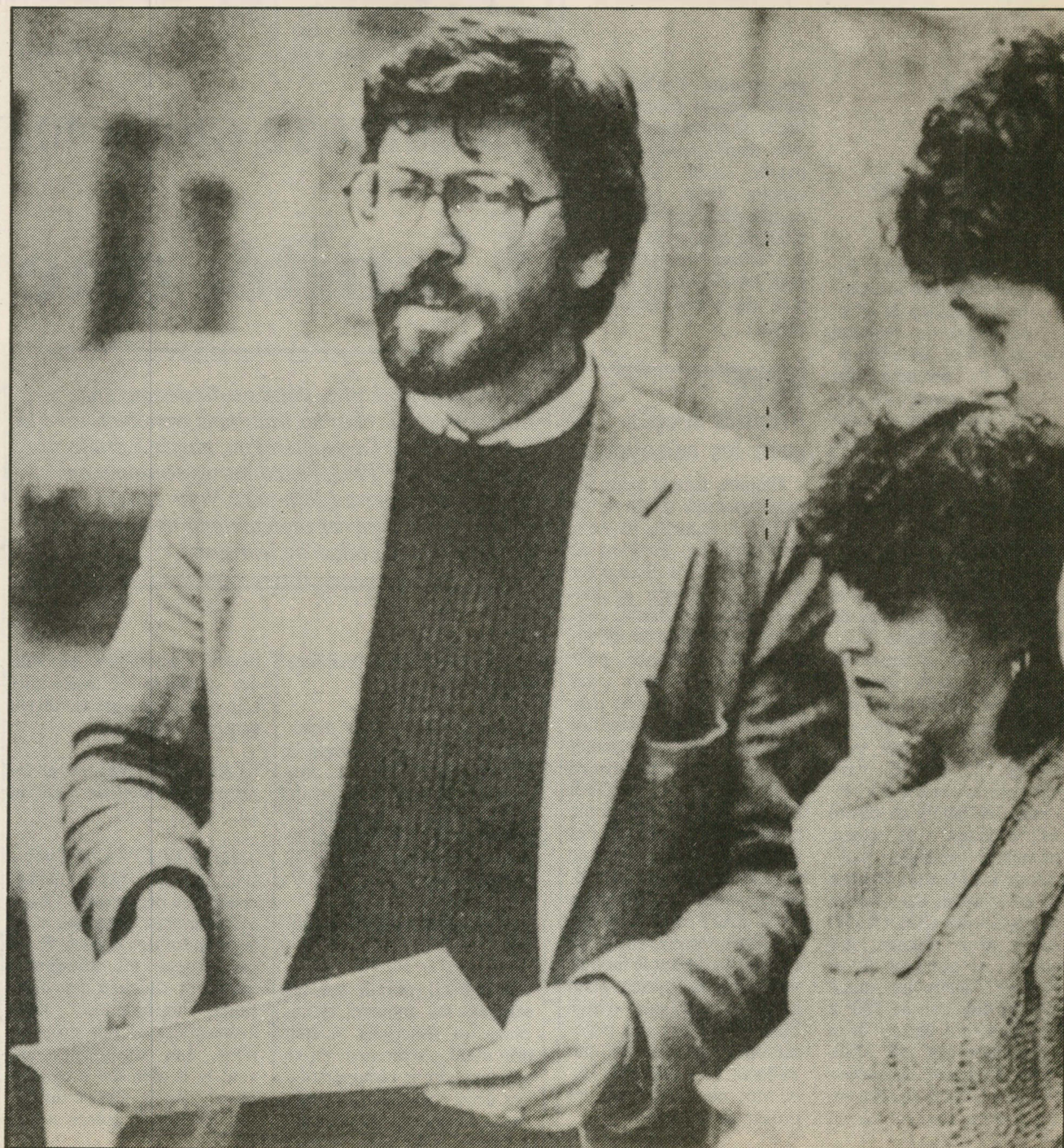
Il y a des échanges d'idées et d'expériences. Jim Mac Allister, élu du Sinn Fein, était en Allemagne voici peu de temps pour une conférence pacifiste. Nous avons eu la visite d'une délégation d'Indiens des Etats-Unis qui a reçu un soutien massif de la

part de la population lors de la visite d'écoles. Nous avons ici, en ce moment, des Nicaraguayens. Nous avons aussi des Asiatiques qui sont venus d'Angleterre pour le week-end de Pâques. Il y a aussi des socialistes anglais. Beaucoup de visiteurs sont des touristes politiques, des Américains de NORAD entre autres.

Historiquement, une des raisons de l'intérêt porté par la Grande-Bretagne à l'Irlande était la protection de son flanc Ouest contre les Français et les Espagnols. Aujourd'hui, la présence militaire britannique ici a clairement une dimension OTAN. Il y a en effet des installations de l'OTAN dans les six comtés. Alec Masken, un des dirigeants de Sinn Fein, a récemment pris la parole lors d'un rassemblement anti-OTAN. En Europe, la mobilisation antinucléaire et anti-OTAN devrait intégrer la dimension nord-irlandaise, celle de la lutte d'un petit pays sous le joug d'un plus grand.

Propos recueillis par Claude Stello

Gerry Adams, dans Belfast.



Assortiment varié

Comme les enfants à la sortie de l'école qui choisissent dans les boulangeries un peu de zan, une fraise en sucre, deux carambars, et une poignée d'oursons en guimauve, picorons parmi les récentes parutions sans peur des mélanges. Romans, essais, nouvelles... Faisons-nous plaisir !

Commençons par les nouvelles. Ce n'est pas long à lire, c'est pratique, ça dure le temps d'un trajet en métro. Mais rien n'interdit aussi d'essayer à l'ombre d'un arbre, un après-midi de soleil. Ecriture classique, air de ne pas y toucher, M. Pons nous raconte dans *Douce-amère* (Denoël, 74 F) des petites histoires d'aujourd'hui. Vous le connaissez peut-être, si vous lisez le *Monde* le week-end : il y signe parfois les nouvelles qui paraissent dans le numéro du dimanche.

Le premier récit, écrit à la première personne, touche à mon avis au sublime. Vous verrez !

Dans un genre différent, mais tout aussi réussi, essayez *Les Petits Riens de la vie*, des nouvelles de Grace Paley, traduites de l'américain (éditions Rivages, 55 F). La couverture du livre est très jolie. Grace aussi. Très célèbre aux Etats-Unis pour ses positions féministes, pacifistes et antinucléaires, mais méconnue en France, elle a soixante-trois ans. « J'ai toujours écrit, dit-elle, sur les femmes, pas tellement sur l'amour, mais sur les relations entre hommes et femmes, et j'ai réalisé qu'elles ne sont pas tellement bonnes. » Dans ces petits textes marqués par l'humour et l'ironie, elle a su attraper au vol, comme des papillons, toutes ces petites choses éparpillées, qui font peu à peu l'existence de tous les jours. C'est drôle, c'est malin, c'est bien vu.

Autre chose pour changer : la réédition en un seul volume dans la collection Bouquin de chez Laffont — vous savez ces gros livres souples et pas fragiles qu'on peut emmener partout, et maltrai-

ter sans qu'ils s'abiment — des romans maritimes du grand Jack London. 95 F pour 1 220 pages d'évasion, c'est donné ! Rien que l'énumération des titres contenus dans le volume fait déjà rêver : *Le Loup des mers*, *Histoire des îles*, *Conte des mers du sud*, *L'Île des lépreux*, *Jerry, chien des îles* ! Et ça se termine par les mystérieux et magiques *Mutinés de l'Else-nur* !

Aussi, ne vous en privez pas. Oubliez tout. Ne râlez pas contre le printemps pourri, laissez-vous emmener. Et embarquez aussi dans ce voyage les enfants qui vous entourent. En effet, la vie de London est, à mon avis, bien plus passionnante que *L'Appel de la forêt* ou *Le Fils du loup*, dont on assomme traditionnellement les mômes. Alors, en prime des romans de mer qui, eux, sont un délice, racontez-leur tout sur Jack : comment à dix ans il livrait les journaux avant d'aller à l'école, comment à quinze ans il bossait douze heures par jour dans une usine de conserves, comment à vingt bergeres il participait à la ruée vers l'or, etc.

Et puis, impossible de passer sous silence le superbe essai de Robert Delors : *Les Animaux ont une histoire*. C'est un gros pavé paru au Seuil. Il coûte cher : 160 F, mais d'une part il est splendide (très belle couverture avec la photo d'un tableau de Van Kessel représentant l'entrée dans l'arche de Noé) et d'autre part, il est captivant.

Feuilletez-le avant de l'acheter, vous verrez qu'il est bourré d'illustrations extraordinaires. Entre autres, des reproductions de manuscrits très colorés du moyen



Grace Paley

âge et de peinture de la Renaissance. On y admire par exemple la représentation très rare du rat noir ! Etonnante image que celle de cette armée de rats qui, à la veille d'une bataille — sans doute Azincourt — va ronger les cordes des arcs et entraîner la défaite ! Plus loin, un piège à faisans datant de 1379 retient l'attention, comme la mode

du guépard tenu en laisse par les Vénitiens au XVI^e siècle ou encore la hantise des sauterelles, dans un retable doré comme une icône venant du Danemark.

C'est un livre attrayant et pas du tout rébarbatif, quoique savant, que Delors a choisi de faire sur l'histoire des animaux, « nos pères, nos frères, nos enfants, nos dieux,

nos maîtres, nos esclaves ». Il aborde donc non seulement les méthodes de la paléontologie (science des fossiles), les traités de chasse et de pêche, les traités médicaux, les symboles liés aux animaux, les bestiaires fantastiques, mais aussi la lutte entre les hommes et les animaux et l'exploitation des derniers par les premiers. Ça, c'est la première partie. Dans la seconde, il s'attaque aux invertébrés. Ne manquez pas les pages passionnantes sur la malaria, fléau de l'humanité pendant si longtemps. Pensez que c'est seulement en 1895 que l'anglais Ross put prouver la relation entre le moustique et le paludisme ! Après avoir évoqué le criquet, huitième plaie d'Egypte, et l'abeille (paragraphe intéressants sur les secrets antiques de l'apiculture), ce sont les vertébrés sauvages qui fournissent la matière d'une soixantaine de pages remarquables : le hareng, le loup, l'éléphant. Suivent bien sûr les vertébrés domestiques : lapin, chat, chien.

Les explications sur les expressions d'origine animale foisonnent : « Les adolescents qui vont au lycée, les visiteurs qui se suivent à la queue-leu-leu, l'ouvrier qui loupe son ouvrage, les petits marlous qui affectent la démarche des vieux loups de mers pour se rendre au lupanar, et nos plus modernes loulous ou loubards qui se dissimulent derrière un loup pour faire un casse entre chien et loup, tout comme les jeunes loups amibieux », autant d'expressions ou de mots apparentés à l'animal sauvage qui a le plus marqué notre civilisation, de la Grèce antique à la France de la V^e République (p. 245). Une bibliographie abondante accompagne cette étude à la mise en page exceptionnelle. Un cadeau à faire ou à se faire !

Le second essai historique, non moins passionnant et qu'il ne faut pas rater, c'est *Le Grand Massacre des chats* de Robert Darnton, Laffont, 95 F. Oui, encore des animaux !

L'américain Darnton, spécialiste de la France du XVIII^e siècle, a sous-titré son ouvrage *Attitudes et croyances dans l'ancienne France*. Le but de son travail ? Montrer la différence de mentalités à seulement deux siècles de distance ; chercher la manière de penser le monde dans la France du XVIII^e siècle. Ce livre se compose de six études insolites et en apparence disparates mais qui suivent un ordre logique expliqué par l'auteur dans l'introduction. Celle qui donne son titre au volume est la plus frappante. Darnton y relate une révolte d'ouvriers dans une imprimerie de la rue Saint-Séverin, à la fin de 1730.

Pour se venger du patron, tous les chats de la maison et des environs se font zigouiller. « Les limites dans lesquelles ce genre de farce doit être contenu sont sans doute celles que l'action militante de la classe laborieuse ne doit pas dépasser sous l'Ancien Régime. Les typographes s'identifient plus à leur métier qu'à leur classe. Bien qu'ils se groupent en chapelles, organisent des grèves et imposent parfois des augmentations de salaires, ils restent soumis aux bourgeois. Le maître embauche et congédie les hommes aussi facilement qu'il commande du papier, et il les renvoie dès qu'il flaire l'insubordination. Ainsi jusqu'à l'apparition de la prolétarisation de la fin du 19^e siècle, ils maintiennent généralement leurs protestations à un niveau symbolique. De même qu'un carnaval, une copie permet de relâcher la vapeur, mais elle déclenche aussi l'hilarité, élément vital de la culture artisanale qui s'est perdu dans l'histoire du travail. En observant la façon dont une farce s'opère dans un atelier d'imprimerie il y a deux siècles, nous pouvons retrouver cet élément manquant : le rire, le rire à gorge déployée, le rire rabelaisien, avec claques sur les cuis- ses... »

A méditer, non ?

Sophie Gouskett

1. Copie : farce.



Interdit d'antenne pendant un certain temps, l'émouvant film du jeune réalisateur Mosco, *Des terroristes à la retraite*, sera enfin projeté le 2 juin sur Antenne 2. Il n'y a

plus de ministres communistes à ménager.

Des rescapés des FTP-MOI, juifs en majorité, retournent sur les lieux de leurs exploits, répètent leurs ges-

tes, décrivent les engagements très simplement, sans romantisme et sans en tirer gloire. Ils ont accompli ce qu'ils devaient faire, la peur au ventre parfois, pour combattre le fascisme et venger leurs familles disparues. Rien ne les disposait à jeter des bombes de leurs fabrication et à manier le revolver. Il leur fallut surmonter bien des réticences.

La guerre achevée, ils se retrouvent dans leurs ateliers de confection et de fourrure où ils relatent devant la caméra leur passé si lointain et si proche à la fois. La patrie reconnaissante refusa d'au-

cuns leur naturalisation.

Anticomuniste, ce film des survivants de la MOI ? Antistalinien, peut-être, sans le vouloir. La confusion est voulue pour évacuer un sujet délicat, embarrassant, que les historiens du PCF esquivent.

Aux projections privées suivies de débats passionnés, où s'exprimèrent principalement les anciens de la MOI et les familles des fusillés du « groupe Manouchian », nul ne s'est senti trahi par ce film et n'a parlé d'anticommunisme. Les interrogations du film sont les leurs. Ils ne peuvent admettre que l'on ait fait le silence ou que l'on ait

minimisé l'action considérable des combattants juifs et étrangers dans des ouvrages de référence comme celui de Tillon.

L'auteur n'a pas agi par préméditation. Les témoignages recueillis ont fait surgir d'eux-mêmes la question touchant les responsabilités de la direction du PCF et ses motivations possibles. Ce débat est pluraliste et s'exprime donc aussi ceux qui, comme Ouzoulias, apportent l'opinion officielle du parti.

Sans aller au fond des choses, disons que ce qui est advenu des militants juifs dans les pays de l'Est et attei-

gnant les plus hauts responsables de la MOI, tels London, Gronovsky et Raysky, voués à un nouvel exil, n'est pas fait pour désarmer les doutes les plus profonds.

On n'a pas fini de débattre à propos de ce film qu'il ne faut manquer en aucun cas... Cela vaudrait la peine de prévoir des écoutes collectives suivies d'échanges de vues.

Rodolphe Prager

La semaine prochaine, *Rouge* publiera une interview de Maurice Rajfus, qui reprendra ce sujet en détail.

Le FLNKS

face aux mauvais coups

A Hienghène, le FLNKS a choisi d'utiliser l'échéance des élections régionales. De son côté, à Paris, le gouvernement prépare ses mauvais coups en continuant ses concessions à la droite.

Le FLNKS a tenu son congrès lors du week-end de la Pentecôte à Hienghène. Ce congrès était attendu à la fois pour connaître sa position sur les élections régionales prévues en août prochain mais aussi pour déterminer la stratégie que le FLNKS pouvait mettre en œuvre face au plan Fabius.

La motion finale commence par réaffirmer la logique néo-coloniale de ce plan mais affirme que le FLNKS participera aux élections régionales.

Quelques jours auparavant, jeudi 23 mai, Edgard Pisani, récemment promu au rang de ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, venait présenter le plan devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, présidée par le socialiste Raymond Forni, membre du CERES. Tandis que l'UDF et le RPR boudaient le débat, c'est le président de la commission, également rapporteur du projet gouvernemental, qui a mené l'essentiel de la discussion. A travers ses propositions d'amendements (le groupe socialiste en déposera une vingtaine) transparait un nouveau recul. Ces amendements qui concernent les conditions de déroulement du scrutin et la prolongation de l'état d'urgence portent aussi sur les compétences du futur congrès qui rassemblera les élus des quatre régions.

Si la presse de droite en métropole continue de se faire les dents sur Pisani, elle réserve un accueil courtois, voire bienveillant, aux amendements de Forni. « Il semblerait que les remarques et les suggestions de M. Forni aient correspondu en partie à des vues de l'opposition, laquelle aurait trouvé dans le président de la commission des lois un interlocuteur attentif et ouvert », écrit le Figaro.

Malgré ces reculs successifs, l'illusion existe toujours, chez certains dirigeants du FLNKS, que le plan Fabius contient des aspects positifs qui valent la peine d'être pris en compte pour le futur. Au cours de son troisième congrès, le front a donc maintenu la perspective des élections régionales et la gestion des conseils où il serait majoritaire comme seule orientation stratégique.

Depuis la fin de l'expérience mise en œuvre par Eloi Machoro à Thio, le mouvement indépendantiste a donné l'impression d'être à court d'orientation stratégique. Force est de constater qu'aucune alternative prenant en compte la détermination des comités de lutte n'a pu être avancée.

La question du service militaire

L'un des points les plus positifs de ce

congrès est l'unité maintenue du Front, en dépit des prédictions d'éclatement des oiseaux de mauvais augure qui jetaient du même coup un voile pudique sur les divisions traversant le camp des caldoches. Le ton du congrès a même surpris ceux qui attendaient des frictions entre les différents partis qui composent le Front.



Yéwéné Yéwéné, Jean-Marie Tjibaou et Yann Célené Urégei.

Huit motions ont été adoptées. Une motion politique générale (voir ci-contre) est consacrée au plan Fabius. La question du service militaire des jeunes Kanaks est abordée au détour d'une motion qui s'oppose au

projet de base militaire. Cette décision du gouvernement français marque « un refus du droit du peuple kanak à disposer de lui-même ». « Militarisation forcée » et mise en « liberté surveillée » sont dénoncées. La motion réaffirme le « refus de céder une parcelle de la souveraineté territoriale ». C'est dans ce cadre que le congrès appelle les jeunes Kanaks à ne pas effectuer leur service militaire.

Une motion a été adoptée concernant le nouveau projet d'organiser le Festival des arts du Pacifique à Papeete en juillet après son annulation à Nouméa en décembre dernier. Le congrès a appelé les peuples du Pacifique à le boycotter.

La quatrième motion votée interdit aux membres du bureau politique ou du gouver-

d'avancée sur l'indépendance kanake et socialiste. On peut y ajouter l'incapacité de remplacer la manifestation contre la base prévue le 8 juin à Nouméa par des propositions d'action pour les 15 000 Kanaks vivant à Nouméa, par une stratégie qui permette de faire pièce à la volonté caldoche de préserver « Nouméa la Blanche ».

Par contre, les éléments les plus positifs demeurent l'unité maintenue et aussi la capacité du Front à accepter un compromis qui ne revienne pas sur les acquis essentiels de phase ouverte le 18 novembre 1984.

La principale difficulté que rencontre le Front est la définition des moyens politiques pour reprendre l'offensive. L'actualité et les mauvais coups du gouvernement permettent

nement provisoire de cumuler leur mandat avec celui de conseiller régional. Le boycott scolaire au centre de la conférence de Houaïlou est interrompu sans que soient démantelées les structures parallèles qui ont pu voir le jour.

La place respective des comités de lutte, du bureau politique et du gouvernement est réaffirmée et leur mandat confirmé jusqu'au 31 décembre 1985. Un appel a été lancé au 15^e forum des Etats du Pacifique Sud pour qu'ils inscrivent la Nouvelle-Calédonie sur la liste des pays à décoloniser, qu'ils dénoncent la base militaire et qu'ils reconnaissent le gouvernement provisoire.

Un bilan nuancé

Ce congrès a été l'occasion d'un débat sur le contenu de l'indépendance kanake et socialiste sans pour autant que sorte un projet explicite pour le long terme. Il convient de l'examiner au regard des besoins de la lutte du peuple kanak.

Au passif, on peut inscrire l'arrêt du boycott scolaire sur un échec, et l'absence

de prendre des initiatives mais le FLNKS se trouve contraint de puiser dans les réserves de combativité de ses militants les plus déterminés. Ce qui risque, à la longue, d'engendrer le découragement.

Car les mauvais coups, le gouvernement français n'a pas fini d'en préparer. Le recul qui s'opère sur les compétences des conseils régionaux montre que rien n'est vraiment garanti, qu'aucune promesse gouvernementale ne peut assurer qu'il est possible de construire peu à peu la souveraineté kanake à partir d'une ou deux régions.

Mardi soir, au lendemain du congrès, le bureau politique tenait une conférence de presse au cours de laquelle il expliquait que le congrès venait de débattre à partir du plan Fabius d'origine et que, s'il se confirmait que des amendements venaient réduire le pouvoir des conseils régionaux, les décisions du congrès de Hienghène pourraient être remises en question. Dans ce dernier cas, il s'agirait d'un retour à la case départ pour le gouvernement et pour la direction du FLNKS.

Claude Gabriel
Jean-Jacques Laredo

Motion politique adoptée au 3^e Congrès du FLNKS

1. Le FLNKS se bat pour l'indépendance kanake socialiste. Bien que résultant des acquis de la lutte, le plan Fabius n'est pas celui du FLNKS qui en rejette la logique néo-coloniale.
2. La région, par l'engagement de ses militants sur le terrain dans une phase transitoire, peut conforter la construction de l'indépendance kanake socialiste et concrétiser la revendication du peuple kanak qui n'aura pour garantie que celle

- qu'il se donnera par la mobilisation. Dans cette perspective, le FLNKS est prêt à utiliser l'échéance électorale en s'appuyant sur ses propres structures.
3. En ce qui concerne l'échéance du référendum prévu dans le plan gouvernemental, le FLNKS précisera sa position lors d'un congrès futur.
4. Le FLNKS affirme son opposition à toute base militaire sur Kanaky.